

**INSTITUT D'EMISSION  
D'OUTRE-MER**

**BULLETIN TRIMESTRIEL  
DE CONJONCTURE**

---

**Suivi de la conjoncture  
monétaire et financière**

---

**N° 119 – 3<sup>ème</sup> trimestre 2004**

**- NOUVELLE-CALEDONIE -**



Banque centrale des Territoires d'outre-mer, l'Institut d'émission d'outre-mer est un acteur important de leur développement.

◆ Il assure l'émission de la monnaie ayant cours légal dans ces territoires : le franc CFP (Change Franc Pacifique) dont l'Etat français garantit la convertibilité sur la base d'une parité fixe de 1.000 F CFP pour 8,38 euros. Il met en circulation des billets de valeur faciale de 10.000, 5.000, 1.000 et 500 F CFP et des pièces de 100, 50, 20, 10, 5, 2, 1 F CFP. Il contrôle scrupuleusement le volume et la qualité des signes monétaires.

◆ Il veille au bon fonctionnement du système bancaire en collaboration étroite avec les organismes nationaux chargés de la réglementation de la profession : Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissements (agrément), Comité de la réglementation bancaire et financière et Commission bancaire (contrôles et sanctions).

◆ Il oriente la politique du crédit en refinançant à des taux privilégiés les crédits à court et à moyen terme consentis par les banques aux entreprises appartenant aux secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée.

◆ Par sa connaissance approfondie de la situation économique et financière des Territoires d'outre-mer, il joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle et un bulletin trimestriel de conjoncture. L'IEOM réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque territoire et établit, en collaboration avec la Banque de France, la balance des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

◆ Il apporte ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation, centrale de bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, fichier central des impayés etc. Il assure dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'émission et la France métropolitaine. Ces mouvements transitent par le compte d'opérations ouvert au nom de l'IEOM dans les livres du Trésor public, ce compte garantissant de manière illimitée la convertibilité du F CFP en euro et la liberté des transferts.

◆ L'article 71 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne a confié une mission nouvelle à l'IEOM, chargé désormais de s'assurer de la sécurité des moyens de paiement et de la pertinence des normes applicables en la matière.

	Page
<b>Synthèse :</b>	
Synthèse des différents éléments	3
<b>I. L'évolution monétaire et financière</b>	
<b>1.1 Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>7</b>
1.1.1 Les dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte	7
1.1.2 L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures	9
1.1.3 Les actifs financiers par agents économiques	13
<b>1.2 Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>17</b>
1.2.1 Les concours accordés par les établissements situés dans la zone d'émission	17
1.2.2 Les concours accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission	21
1.2.3 L'ensemble des concours de caractère bancaire accordés sur la place	25
<b>1.3 La masse monétaire et ses contreparties</b>	<b>29</b>
1.3.1 La masse monétaire	29
1.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	29
<b>1.4 L'équilibre emplois-ressources des établissements de crédit locaux</b>	<b>31</b>
1.4.1 Le financement des crédits bancaires	31
1.4.2 L'équilibre emplois-ressources en fonction de la durée	33
<b>II. Rappel des taux</b>	
<b>2.1 Taux administrés</b>	<b>37</b>
2.1.1 Taux d'intérêt légal	37
2.1.2 Taux d'intervention de l'Institut	37
<b>2.2 Taux de marché</b>	<b>37</b>
2.2.1 Taux du marché monétaire et du marché obligataire	37
2.2.2 Taux de base bancaire	38
<b>2.3 Taux de l'usure</b>	<b>38</b>
2.3.1 Crédits aux particuliers	38
2.3.2 Crédits aux entreprises	38
<b>2.4 Enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit</b>	<b>39</b>
2.4.1 Coût du crédit aux particuliers	39
2.4.2 Coût du crédit aux entreprises	39

**III. Les autres activités de l'IEOM 42**

<b>3.1 L'émission de la monnaie fiduciaire</b>	<b>43</b>
3.1.1 L'émission de billets CFP	43
3.1.2 L'émission de pièces CFP	44
<b>3.2 Les systèmes d'échange</b>	<b>45</b>
<b>3.3 Le refinancement</b>	<b>46</b>
<b>3.4 La gestion des fichiers réglementaires</b>	<b>47</b>

**Annexes 50**

<b>Statistiques monétiques</b>	<b>51</b>
--------------------------------	-----------

La situation monétaire de la Nouvelle-Calédonie au 30 juin 2004 se caractérise par une bonne orientation des principaux indicateurs : le volume de l'ensemble des actifs collectés par les établissements de crédit s'affiche en hausse sensible de 7,3 % sur douze mois avec, durant la même période, une progression de 7,8 % de l'ensemble des concours bancaires accordés sur la place. L'évolution des actifs financiers sur douze mois, bien qu'impactée par la forte baisse des dépôts à terme (- 4,5 milliards de F CFP), fait apparaître un net intérêt des épargnants calédoniens pour les comptes sur livrets (+ 8,5 milliards de F CFP) et les produits d'assurance-vie (+ 5,7 milliards de F CFP) tandis que la demande de crédit est essentiellement portée par le besoin de financement en matière d'habitat (+ 14,5 milliards de F CFP) et d'équipement (+ 7,1 milliards de F CFP).

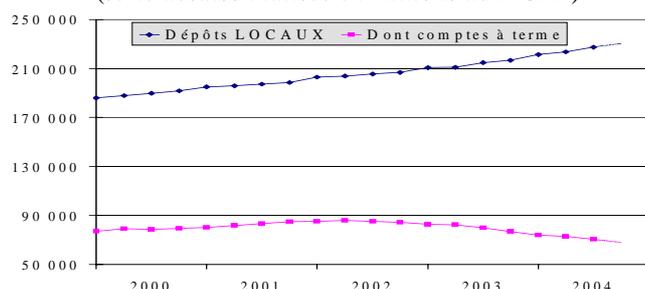


Au 30 juin 2004, l'ensemble des actifs financiers collectés par les établissements de crédit du territoire (dans la zone d'émission) pour leur propre compte ou gérés par des établissements extérieurs (hors de la zone d'émission) représente un volume de 302 352 millions de F CFP. Ces actifs sont détenus à 59,4 % par les particuliers, dont les avoirs progressent de 9,3 % sur douze mois, et à 24,9 % par les sociétés non financières, dont les dépôts augmentent de 11,3 % sur la même période. Les actifs gérés par les institutions situées hors de la zone d'émission, qui sont constitués très majoritairement de produits d'assurance-vie, représentent 22,7 % de l'ensemble des actifs collectés en Nouvelle-Calédonie.

Dans le détail, les dépôts à vue (34,1 % de l'ensemble) s'affichent en hausse de 4,7 % par rapport à fin juin 2003. L'ensemble des placements liquides et à court terme (46,3 % de l'ensemble) qui regroupe essentiellement les dépôts à terme, les comptes sur livrets et les OPCVM monétaires progresse de 5,6 % dans le même temps. Les produits de placements à long terme y compris les plans d'épargne-logement affichent sur la même période une hausse de 16,8 %.

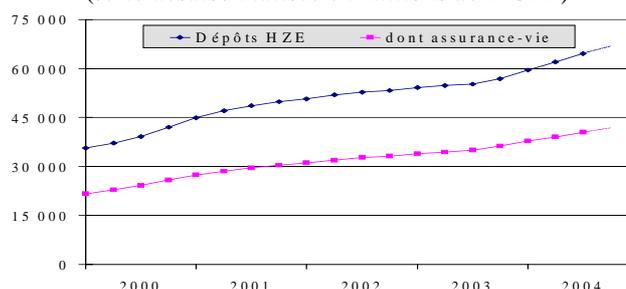
Volume des dépôts gérés par les établissements de crédit situés dans la zone d'émission

(série désaisonnalisée en millions de F CFP)



Volume des dépôts gérés par les établissements de crédit situés hors la zone d'émission

(série désaisonnalisée en millions de F CFP)



S'agissant des produits d'épargne-logement, l'accueil favorable des épargnants néo-calédoniens suite à leur mise en place en septembre 2002 ne s'est pas démenti depuis lors, même s'il convient de constater que depuis le mois d'août 2003 – date de mise en place des nouvelles dispositions réglementaires nationales relatives à l'épargne<sup>1</sup> – un fléchissement du nombre de souscriptions mensuelles est constaté. Au 30 juin 2004, la Nouvelle-Calédonie comptabilise ainsi 1 551 comptes épargne-logement pour un montant total de 631 millions de F CFP et 5 988 plans épargne-logement pour un montant total de 3 978 millions de F CFP. En application de la réglementation sur les taux d'intérêt des produits d'épargne réglementés, une nouvelle baisse de taux est

<sup>1</sup> Il s'agit de la mise en application du règlement CRBF n° 2003-3 du 24 juillet 2003. Ce règlement précise notamment que la Banque de France calcule les taux d'intérêt des produits d'épargne réglementés en fonction d'une moyenne entre l'inflation et les taux d'intérêt à court terme majorée de 0,25 point chaque année les 15 janvier et 15 juillet avec, lorsque le résultat du calcul conduit à modifier les taux, une entrée en vigueur respectivement le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> août.

effective depuis le 1<sup>er</sup> août 2004 ; le taux des comptes d'épargne-logement hors prime d'Etat est désormais de 1,50% tandis que celui des plans d'épargne-logement hors prime d'état est de 2,50%.



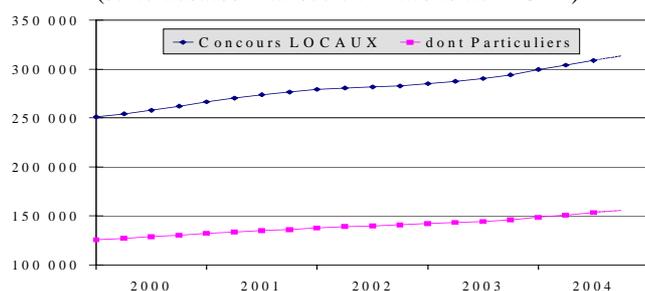
L'ensemble des passifs financiers des établissements de crédit (situés dans et hors de la zone d'émission) s'élève à 407 195 millions de F CFP au 30 juin 2004, soit un encours global de crédit qui ressort en augmentation de 7,8 % sur douze mois (+ 29,4 milliards de F CFP par rapport au 30 juin 2003).

Les crédits sont distribués pour 46,3 % aux particuliers, dont l'encours net progresse de 10,6 % en douze mois, et à hauteur de 35,2 % aux sociétés financières dont l'encours augmente de 3,0 % sur l'année. Ils sont constitués majoritairement de crédit à l'habitat (40,5 %) mais également de crédits à l'équipement (26,0 %) et de trésorerie (16,3 %).

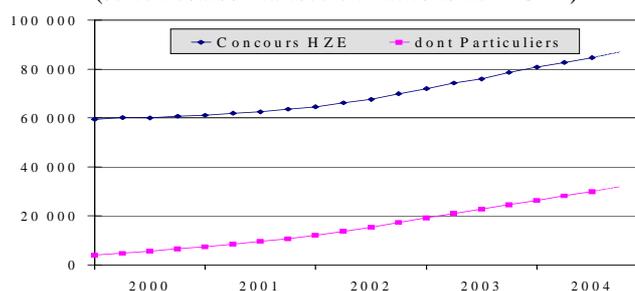
Les établissements situés hors de la zone d'émission interviennent pour 21,6 % de l'encours global. L'activité de ces derniers en Nouvelle-Calédonie se caractérise par une progression de leur encours de 10,9 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 (soit un encours en augmentation de 8,7 milliards de F CFP sur les douze mois sous revue). L'activité globale des établissements situés hors de la zone d'émission est centrée à part sensiblement égale sur l'octroi de crédits à l'équipement aux collectivités (38,8 %) et sur la distribution de crédit aux particuliers (37,5 %). Les crédits à l'équipement aux collectivités progressent de 7,3 % sur douze mois (+ 2,3 milliards de F CFP), tandis que dans le même temps, ceux destinés à financer l'acquisition de logements par les particuliers bondissent de 29,8 % (+ 6,5 milliards de F CFP).

Dans une moindre mesure, les établissements de la zone d'émission enregistrent également une évolution sensible de l'ensemble de leurs encours sur la même période; celle-ci s'établit à + 6,9 % au 30 juin 2004 et repose en partie sur la demande des particuliers en matière de financement d'habitat (+ 7,5 %, soit 7,7 milliards de F CFP d'encours supplémentaire) et sur le besoin de financement des sociétés non financières en matière d'équipement (+ 7,3 %, soit 3,5 milliards de F CFP supplémentaires). Parallèlement, les sociétés non financières affichent également une diminution de leur besoin de trésorerie avec une utilisation des comptes ordinaires débiteurs qui ressort en baisse de 12,8 % (- 2,7 milliards de F CFP).

Encours des établissements de crédit situés  
dans la zone d'émission  
(série désaisonnalisée en millions de F CFP)



Encours des établissements de crédit situés  
hors la zone d'émission  
(série désaisonnalisée en millions de F CFP)





---

*I. L'évolution  
monétaire et  
financière*

---

# 1. L'évolution monétaire et financière

*L'examen de la situation financière de la Nouvelle-Calédonie est centré sur l'analyse des dépôts et des crédits enregistrés par l'ensemble des établissements de crédit et par l'Office des Postes et Télécommunications (OPT) pour le compte des divers agents non financiers (particuliers, entrepreneurs individuels, sociétés non financières et autres agents et clientèle diverse). Cette analyse est complétée par la présentation de la position extérieure nette du système bancaire de Nouvelle-Calédonie.*

## 1.1 - LES ACTIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

### 1.1.1 LES DEPOTS COLLECTES PAR LES ETABLISSEMENTS LOCAUX POUR LEUR PROPRE COMPTE (TABLEAU I)

Le montant total des dépôts collectés par les établissements de crédit locaux a augmenté de 4,6 % sur douze mois pour s'établir à 233 670 millions de F CFP au 30 juin 2004. Au 30 juin de l'année précédente, la progression sur douze mois s'établissait à 7,0 %.

Les **dépôts à vue** affichent un encours de 103 190 millions de F CFP au 30 juin 2004, en augmentation de 4,7 % par rapport au 30 juin 2003 après une progression de 14,9 % sur les douze mois précédents. Ils représentent 44,2 % des dépôts locaux à la fin du premier semestre 2004 contre 44,1 % fin juin 2003.

Le rythme de progression sur douze mois de l'encours des **comptes sur livrets** s'est décéléré ; il est passé de 21,7 % à fin juin 2003 à 18,2 % à fin juin 2004. En valeur absolue, on assiste toutefois à un maintien du volume de placement supplémentaire avec une hausse de 8 456 millions de F CFP entre le 30 juin 2004 et le 30 juin 2003 pour une augmentation de 8 293 millions de F CFP les douze mois précédents. L'encours des comptes sur livrets s'élève ainsi à 54 884 millions de F CFP au 30 juin 2004. Rappelons qu'en application du règlement CRBF n° 2003-3 du 24 juillet 2003, le taux de rémunération des premiers livrets des caisses d'épargne (livrets A) est passé de 3,00 % à 2,25 % à compter d'août 2003. L'actualisation des taux d'intérêt des produits d'épargne réglementés effective à compter du 1er août 2004 a laissé ce taux inchangé. La publication au JONC de l'ordonnance 2004-729 fixant le régime applicable aux services financiers des postes et télécommunications de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française a étendu au territoire le nouveau mode de calcul au taux du livret A de l'Office des Postes et Télécommunications (OPT).

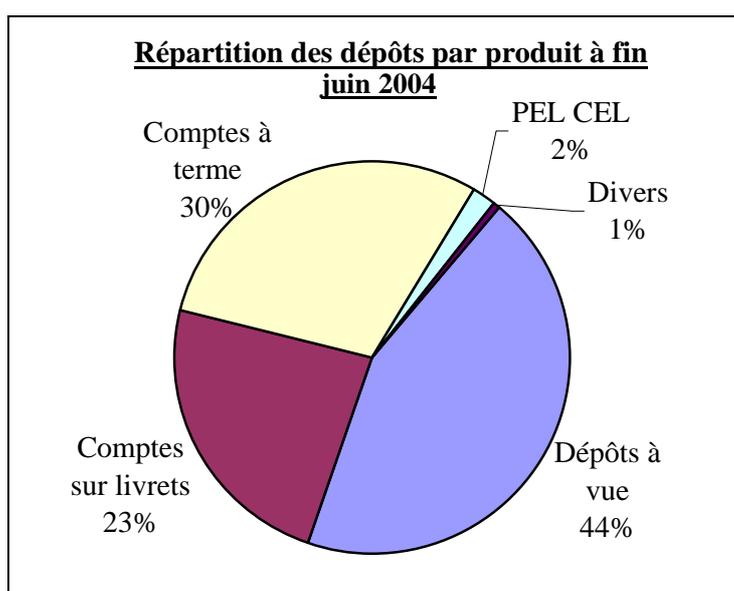
Malgré un rebond observé sur le premier trimestre de l'année 2004 (+ 9,1 %), les **autres placements liquides et à court terme** (essentiellement les dépôts à terme) s'affichent en recul de 6,1 % sur douze mois pour s'établir à 70 946 millions de F CFP au 30 juin 2004. Au 30 juin 2003, le repli sur douze mois des autres placements liquides ou à court terme était plus marqué (- 11,0 %).

A fin juin 2004, 1 551 comptes d'épargne-logement sont ouverts pour un montant total collecté de 631 millions de F CFP. Les souscriptions de plans d'épargne-logement sont, pour leur part, beaucoup plus nombreuses puisqu'à la même date, 5 988 PEL sont ouverts pour un encours global de 3 978 millions de F CFP.

En un an, la part des comptes à terme dans les dépôts locaux est passée de 33,2 % à 29,8 %, tandis que celle des comptes sur livrets passait de 20,8 % à 23,5 % et celle de l'épargne logement passait de 1,3 % à 2,0 %.

TABLEAU I  
Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte

en millions de F CFP	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98 562</b>	<b>104 415</b>	<b>98 737</b>	<b>103 190</b>	<b>4,7%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>4,5%</b>
dont banques locales	92 820	98 296	92 852	97 125	4,6%	- 1,2%	4,6%
dont OPT	5 742	6 119	5 885	6 065	5,6%	- 0,9%	3,1%
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>46 428</b>	<b>52 887</b>	<b>53 211</b>	<b>54 884</b>	<b>18,2%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,1%</b>
dont banques locales	42 432	48 748	48 965	50 696	19,5%	4,0%	3,5%
dont OPT	3 996	4 139	4 246	4 188	4,8%	1,2%	- 1,4%
<b>Comptes épargne-logement</b>	<b>436</b>	<b>545</b>	<b>595</b>	<b>631</b>	<b>44,7%</b>	<b>15,8%</b>	<b>6,1%</b>
dont banques locales	436	545	595	631	44,7%	15,8%	6,1%
dont OPT	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres placements liquides et à court terme</b>	<b>75 532</b>	<b>68 767</b>	<b>75 055</b>	<b>70 946</b>	<b>- 6,1%</b>	<b>3,2%</b>	<b>- 5,5%</b>
Dépôts à terme	74 224	67 513	73 849	69 691	- 6,1%	3,2%	- 5,6%
Bons de caisse	1 096	1 006	964	927	-15,4%	- 7,9%	- 3,8%
Certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-
Divers	212	248	242	328	54,7%	32,3%	35,5%
dont banques locales	75 532	68 767	75 055	70 946	- 6,1%	3,2%	- 5,5%
dont OPT	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL DES DEPOTS INCLUS DANS M3</b>	<b>220 958</b>	<b>226 614</b>	<b>227 598</b>	<b>229 651</b>	<b>3,9%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,9%</b>
dont banques locales	211 220	216 356	217 467	219 398	3,9%	1,4%	0,9%
<b>Placements d'épargne à long terme collectés par les banques locales</b>	<b>2 477</b>	<b>3 516</b>	<b>3 800</b>	<b>4 019</b>	<b>62,3%</b>	<b>14,3%</b>	<b>5,8%</b>
Plans d'épargne logement	2 438	3 484	3 768	3 982	63,3%	14,3%	5,7%
Autres comptes d'épargne à régime spécial	39	32	32	37	- 5,1%	15,6%	15,6%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>223 435</b>	<b>230 130</b>	<b>231 398</b>	<b>233 670</b>	<b>4,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,0%</b>
dont banques locales	213 697	219 872	221 267	223 417	4,5%	1,6%	1,0%
dont OPT	9 738	10 258	10 131	10 253	5,3%	- 0,0%	1,2%



*Nota* : certaines données au 31 mars 2004 ont dû être reportées, en substitution des informations au 30 juin 2004 qui n'étaient pas disponibles.

## 1.1.2 L'ÉPARGNE COLLECTÉE LOCALEMENT ET GÉRÉE PAR DES INSTITUTIONS EXTÉRIEURES (TABLEAU II)

L'ensemble des produits d'épargne collectés localement et gérés hors de la zone représente un volume de 68 682 millions de F CFP au 30 juin 2004, en hausse de 17,8 % sur les douze derniers mois après 8,9 % entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003.

### Placements liquides ou à court terme

Malgré un maintien de leur volume sur le premier semestre de l'année 2004, les placements liquides et à court terme (uniquement des OPCVM monétaires sur le territoire) s'affichent en hausse de 33,4 % sur douze mois pour s'établir à 13 650 millions de F CFP au 30 juin 2004. Entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003, leur rythme de progression ressortait à 13,3 %. Les placements liquides et à court terme représentent 19,9 % de l'épargne collectée localement et gérée par les institutions extérieures (17,6 % fin juin 2003).

### Placements d'épargne à long terme

Le volume de l'ensemble des placements d'épargne à long terme progresse de 14,5 % en douze mois pour atteindre 55 032 millions de F CFP à fin juin 2004. Entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003, les placements d'épargne à long terme s'affichaient en progression de 8,0 %.

Dans le détail, la valeur des placements en **actions** s'est accrue de 22,1 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 tandis que celle des **obligations** ressort en diminution de 13,1 % sur la même période. Les douze mois précédents se caractérisaient, pour leur part, par une situation inverse avec une valeur de placements en actions en diminution de 0,7 % à fin juin 2003 pour un volume de placement en obligations en hausse de 36,1 % à la même date. Les placements en actions et obligations demeurent toutefois encore marginaux dans l'ensemble des placements d'épargne à long terme (respectivement 4,7 % et 2,5 % au 30 juin 2004).

Les **OPCVM non monétaires** avec un montant de 8 009 millions de F CFP au 30 juin 2004 sont, pour leur part, beaucoup plus représentatives au sein des différents produits de placements d'épargne à long terme (14,6 %). L'encours de ces OPCVM non monétaires est en progression de 14,3 % sur douze mois contre une évolution qui ressortait négative de 7,4 % entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003.

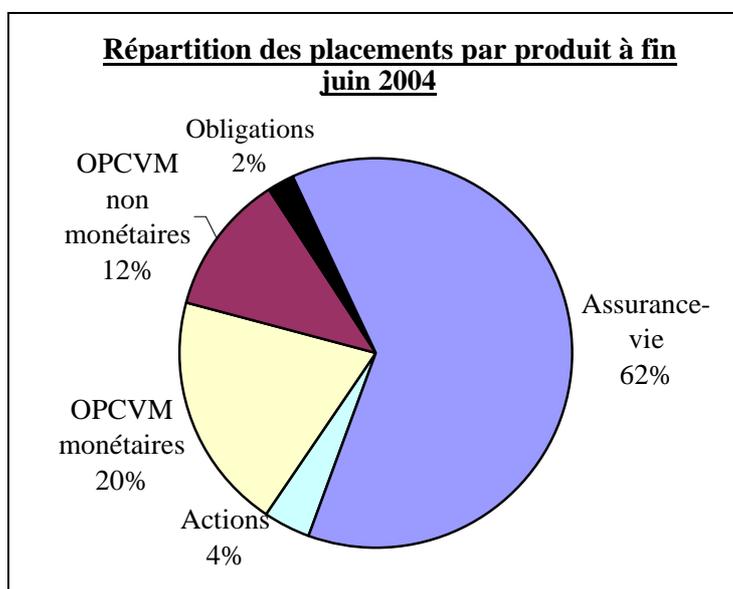
Représentant près des quatre cinquièmes (78,2 %) des placements d'épargne à long terme, les **produits d'assurance-vie** ont la préférence des épargnants calédoniens (62,6 % de l'épargne collectée localement et gérée par les institutions extérieures à fin juin 2004, contre 64,0 % fin juin 2003). Après avoir progressé de 11,0 % entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003, cette catégorie de produits s'est développée de 15,3 % en douze mois pour s'établir à 43 013 millions de F CFP à fin juin 2004.

# 1. L'évolution monétaire et financière

**Nota :** certaines données au 31 mars 2003 ont dû être reportées, en substitution des informations au 30 juin 2004 qui n'étaient pas disponibles.

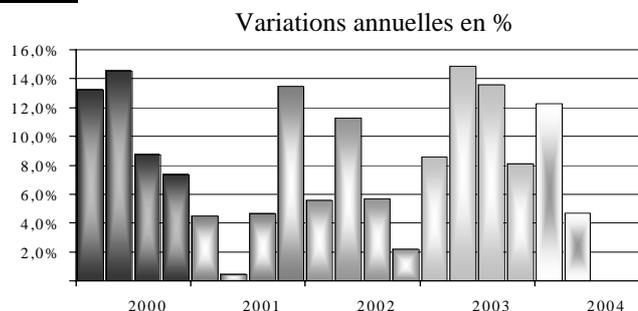
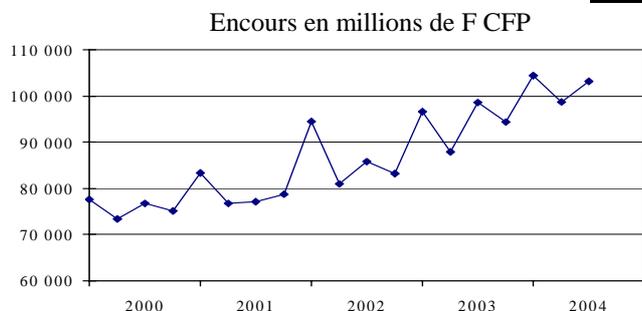
TABLEAU II  
**Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures (hors zone d'émission)**

en millions de F CFP	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Placements liquides et à court terme</b>	<b>10 235</b>	<b>14 441</b>	<b>14 389</b>	<b>13 650</b>	<b>33,4%</b>	<b>- 5,5%</b>	<b>- 5,1%</b>
OPCVM monétaires	10 235	14 441	14 389	13 650	33,4%	- 5,5%	- 5,1%
<i>dont collectés par banques locales</i>	10 235	14 441	14 389	13 650	33,4%	- 5,5%	- 5,1%
<i>dont collectés par OPT</i>	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.			
<i>dont collectés par assureurs</i>	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.			
<b>Placements d'épargne à long terme</b>	<b>48 068</b>	<b>52 156</b>	<b>53 242</b>	<b>55 032</b>	<b>14,5%</b>	<b>5,5%</b>	<b>3,4%</b>
Actions	2 136	2 403	2 580	2 607	22,1%	8,5%	1,0%
Obligations	1 614	1 463	1 531	1 403	-13,1%	- 4,1%	- 8,4%
OPCVM non monétaires	7 006	7 312	7 677	8 009	14,3%	9,5%	4,3%
Assurances-vie	37 312	40 978	41 454	43 013	15,3%	5,0%	3,8%
<i>dont collectés par banques locales</i>	48 068	52 156	53 242	55 032	14,5%	5,5%	3,4%
<i>dont collectés par OPT</i>	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.			
<i>dont collectés par assureurs</i>	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.			
<b>TOTAL DE L'EPARGNE GEREE HZE</b>	<b>58 303</b>	<b>66 597</b>	<b>67 631</b>	<b>68 682</b>	<b>17,8%</b>	<b>3,1%</b>	<b>1,6%</b>

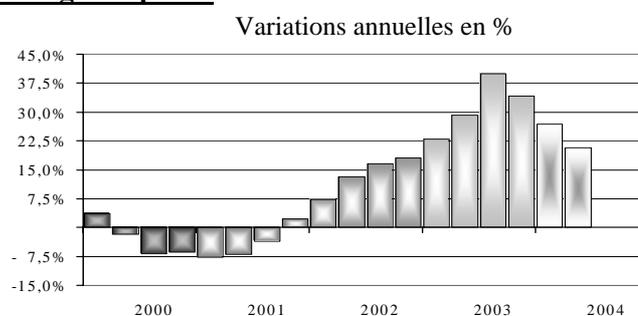
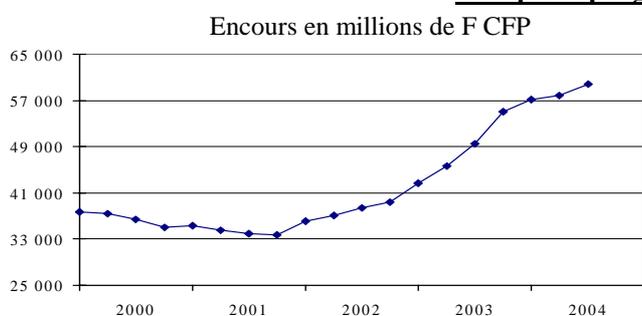


## L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS

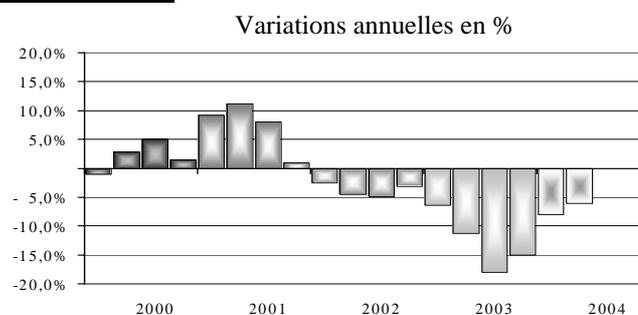
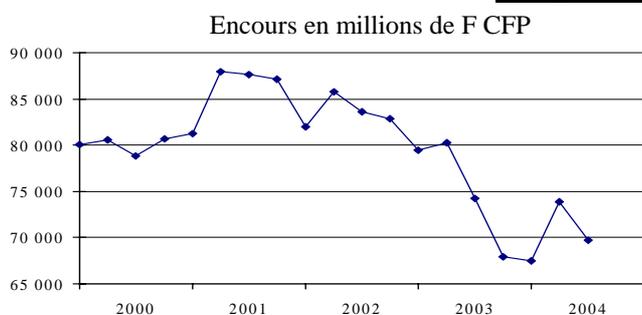
### Dépôts à vue



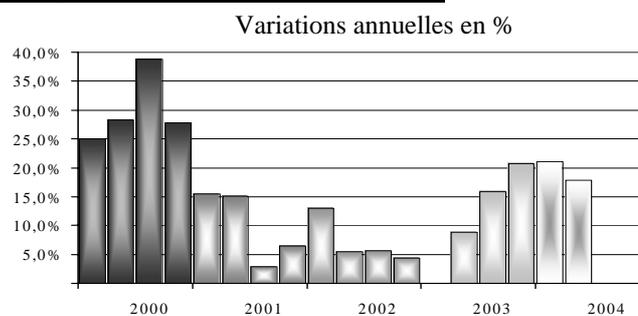
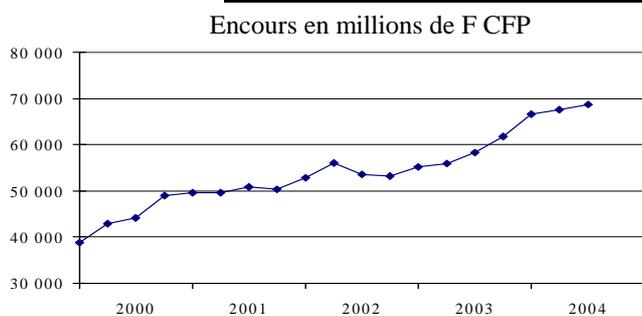
### Comptes épargne à régime spécial

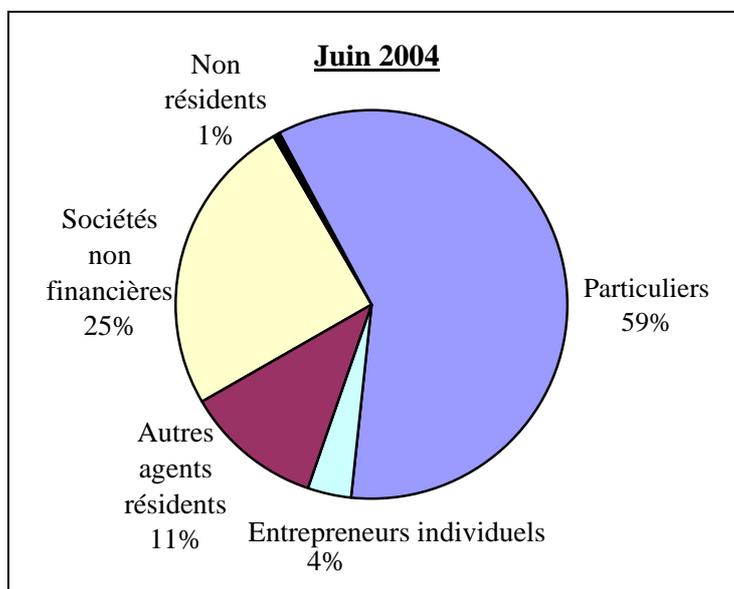
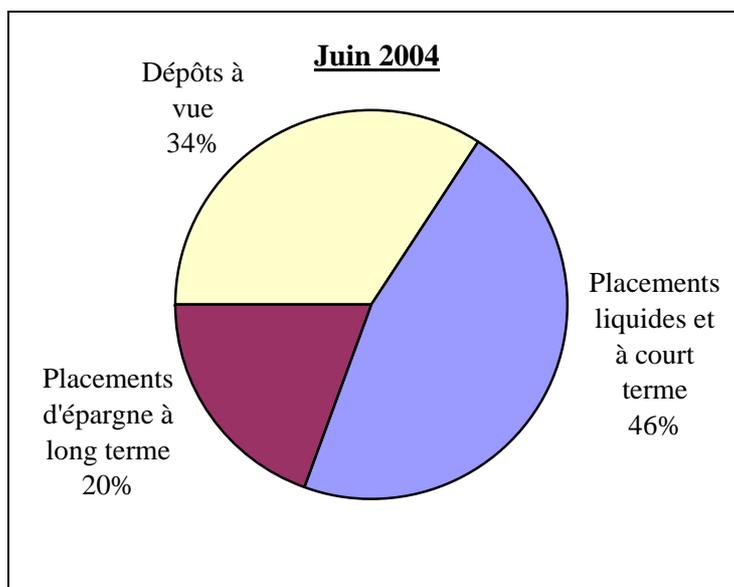


### Comptes créditeurs à terme



### L'épargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures



**REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ÉCONOMIQUES****REPARTITION DE L'ENSEMBLE DES ACTIFS FINANCIERS PAR CATÉGORIE DE PRODUITS**

## 1.1.3 LES ACTIFS FINANCIERS PAR AGENTS ECONOMIQUES (TABLEAU III)

### Dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte

Les dépôts collectés par les établissements de crédit locaux pour leur propre compte proviennent majoritairement des particuliers qui détiennent 115 621 millions de F CFP (49,5 % du total) au 30 juin 2004 contre 108 960 millions de F CFP douze mois auparavant (+ 6,1 %). Les sociétés non financières arrivent au second rang en terme d'importance avec un total des dépôts qui atteint 70 870 millions de F CFP à fin juin 2004 (30,3 % du total des dépôts locaux). Les autres agents résidents (administrations publiques et privées et sociétés d'assurance et de capitalisation) occupent la troisième place avec 34 246 millions de F CFP, soit 14,7 % des dépôts locaux. Les entrepreneurs individuels totalisent, pour leur part, 10 522 millions de F CFP, soit 4,5 % des dépôts collectés. Enfin, la part des agents non-résidents se limite à 1,0 % du total.

Les particuliers détiennent 40,5 % du total des **dépôts à vue**, dont l'encours a augmenté de 7,7 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 après une progression de 10,5 % sur les douze mois précédents. Les dépôts à vue des sociétés non financières progressent, pour leur part, de 5,1 % entre juin 2003 et juin 2004 après avoir augmenté de 19,6 % douze mois auparavant. Les sociétés non financières détiennent ainsi 38,7 % des dépôts à vue au 30 juin 2004. Les autres agents résidents et les entrepreneurs individuels représentent respectivement 12,3 % et 7,6 % du total des dépôts à vue.

Les **autres dépôts** (comptes sur livrets et autres placements liquides ou à court terme) sont, pour leur part, majoritairement détenus par les particuliers (56,5 % du montant global). Les entreprises - sociétés non financières et entreprises individuelles - occupent le second rang (25,7 %), suivis des autres agents résidents avec 16,5 % de l'ensemble des autres dépôts. Les non-résidents restent également peu représentatifs (1,2 %) dans cette catégorie de dépôts.

### Epargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures

Ce type d'épargne est détenu à 93,2 % par les particuliers. Les sociétés non financières possèdent, pour leur part, 6,3 % de l'épargne collectée par les établissements de crédit locaux et gérée par des institutions extérieures, principalement sous forme de titres d'OPCVM monétaires (65,4 %).

TABLEAU III  
Dépôts collectés par les établissements locaux pour leur propre compte  
*Répartition par agent économique*

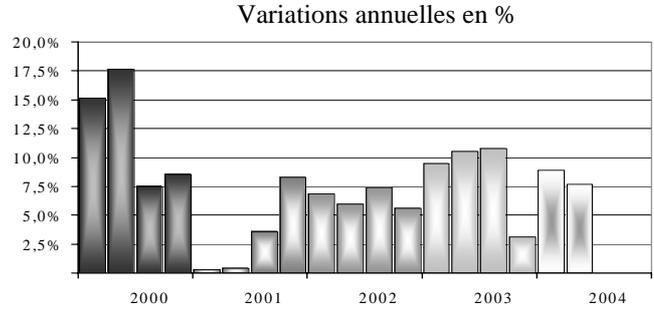
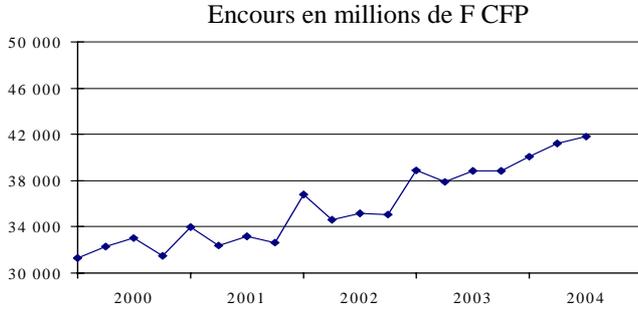
en millions de F CFP	30/06/2003		31/03/2004		30/06/2004		variations en %
	m-12	%	m	%	m	%	m/m-12
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98 562</b>		<b>98 737</b>		<b>103 190</b>		<b>4,7%</b>
Sociétés non financières	37 959	39%	36 433	37%	39 885	39%	5,1%
Entrepreneurs individuels	7 832	8%	7 857	8%	7 866	8%	0,4%
Particuliers	38 842	39%	41 237	42%	41 835	41%	7,7%
Autres agents résidents	12 974	13%	12 376	13%	12 743	12%	- 1,8%
Non résidents	955	1%	834	1%	861	1%	- 9,8%
<b>Autres dépôts</b>	<b>124 873</b>		<b>132 661</b>		<b>130 480</b>		<b>4,5%</b>
Sociétés non financières	26 894	22%	33 347	25%	30 985	24%	15,2%
Entrepreneurs individuels	3 004	2%	2 774	2%	2 656	2%	-11,6%
Particuliers	70 118	56%	72 435	55%	73 786	57%	5,2%
Autres agents résidents	21 499	17%	21 694	16%	21 503	16%	0,0%
Non résidents	3 358	3%	2 411	2%	1 550	1%	-53,8%
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX (hors CDD)</b>	<b>223 435</b>		<b>231 398</b>		<b>233 670</b>		<b>4,6%</b>
Sociétés non financières	64 853	29%	69 780	30%	70 870	30%	9,3%
Entrepreneurs individuels	10 836	5%	10 631	5%	10 522	5%	- 2,9%
Particuliers	108 960	49%	113 672	49%	115 621	49%	6,1%
Autres agents résidents	34 473	15%	34 070	15%	34 246	15%	- 0,7%
Non résidents	4 313	2%	3 245	1%	2 411	1%	-44,1%
<b>Certificats de dépôts (CDD)</b>	-		-		-		-
<b>TOTAL DES DEPOTS LOCAUX</b>	<b>223 435</b>	<b>100%</b>	<b>231 398</b>	<b>100%</b>	<b>233 670</b>	<b>100%</b>	<b>4,6%</b>

Epargne collectée localement et gérée par des institutions extérieures  
*Répartition par agent économique*

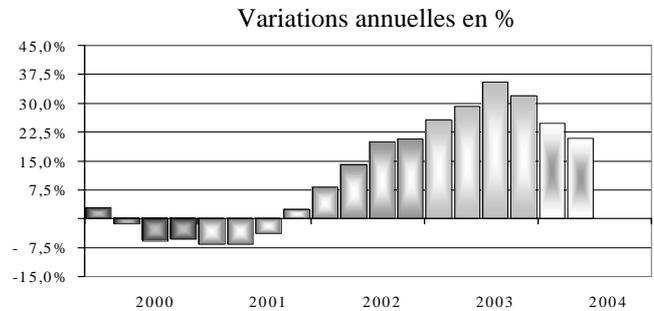
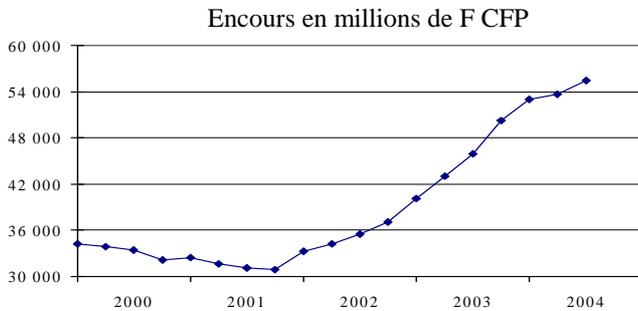
en millions de F CFP	30/06/2003		31/03/2004		30/06/2004		variations en %
	m-12	%	m	%	m	%	m/m-12
<b>TOTAL</b>	<b>58 303</b>		<b>67 631</b>		<b>68 682</b>		<b>17,8%</b>
Sociétés non financières	2 707	5%	3 709	5%	4 314	6%	59,4%
Entrepreneurs individuels	121	n.s.	142	n.s.	133	n.s.	9,9%
Particuliers	55 443	95%	63 567	94%	64 019	93%	15,5%
Autres agents résidents	32	n.s.	213	n.s.	216	n.s.	575,0%
Non résidents	-	n.s.	-	n.s.	-	n.s.	-

**LES ACTIFS FINANCIERS DES PARTICULIERS**

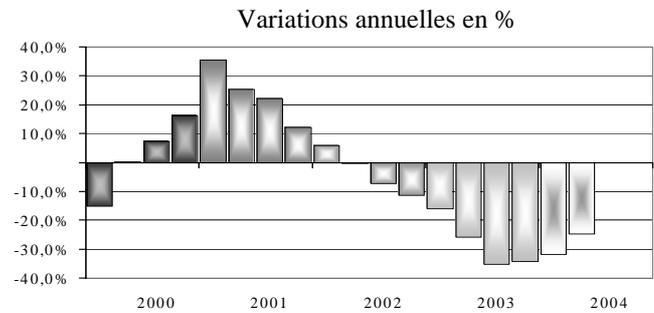
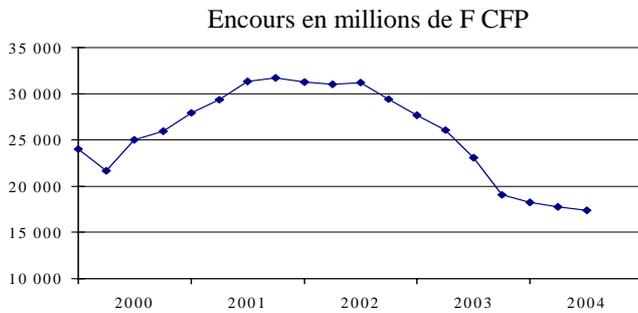
**Dépôts à vue**



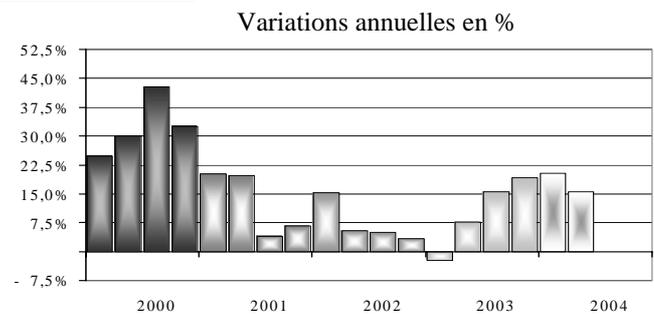
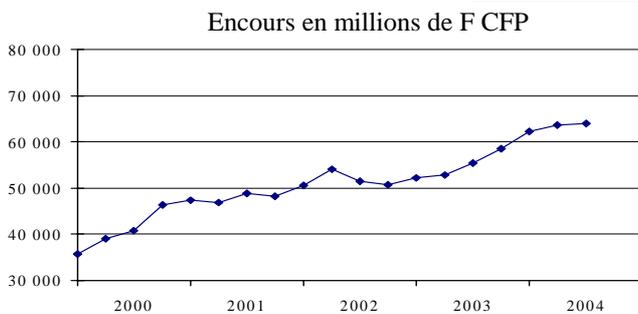
**Comptes épargne à régime spécial**



**Comptes créditeurs à terme**

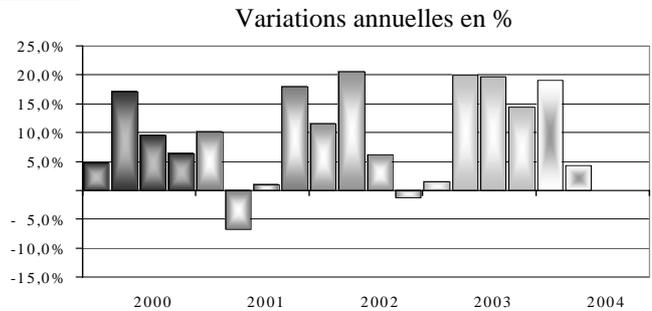
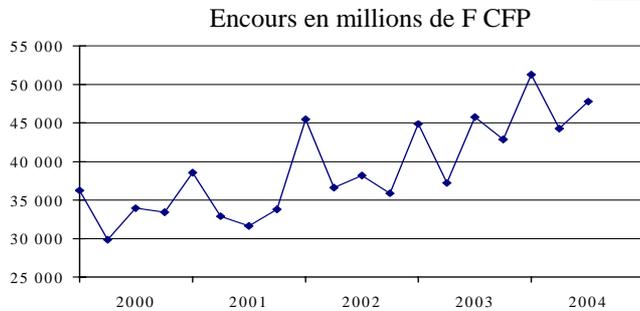


**Ensemble des placements HZE**

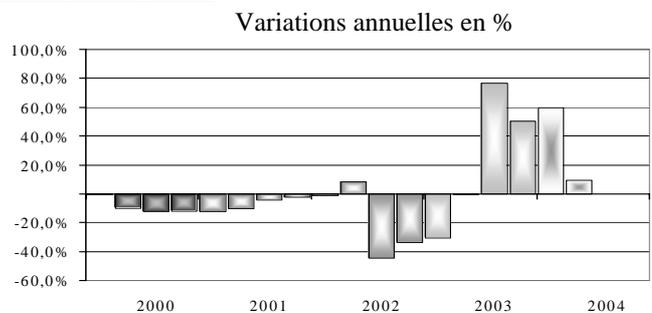
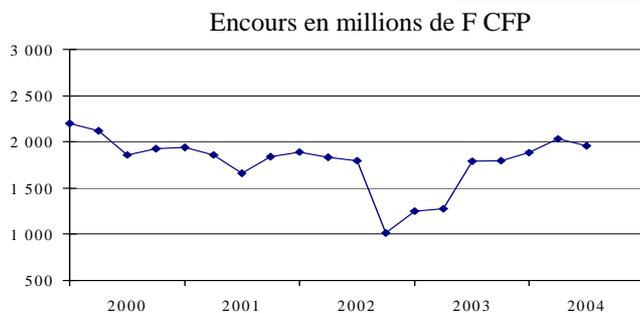


## LES ACTIFS FINANCIERS DES ENTREPRISES (sociétés financières et entrepreneurs individuels)

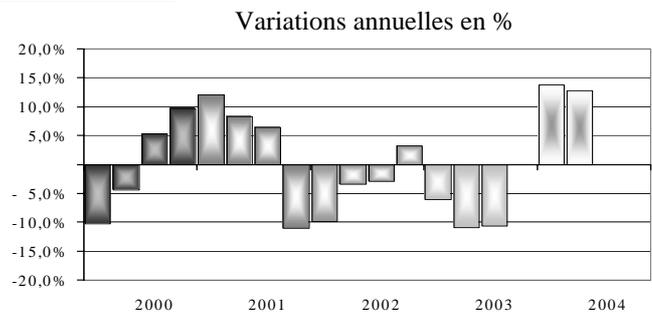
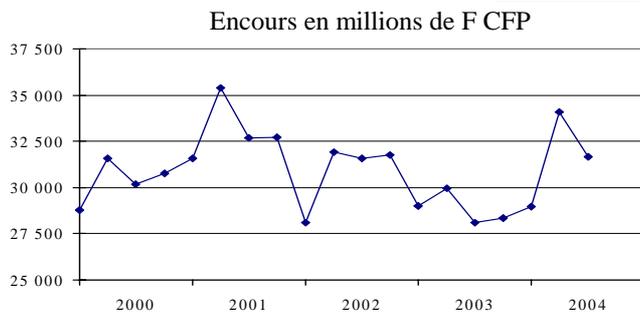
### Dépôts à vue



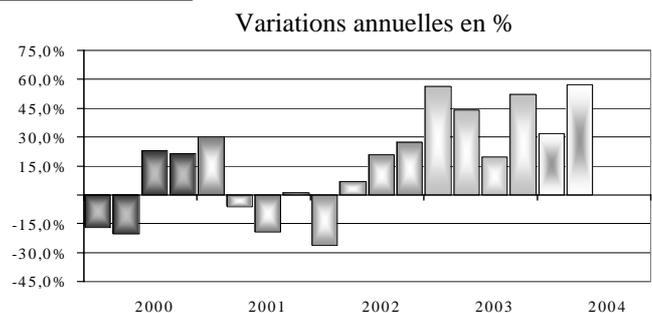
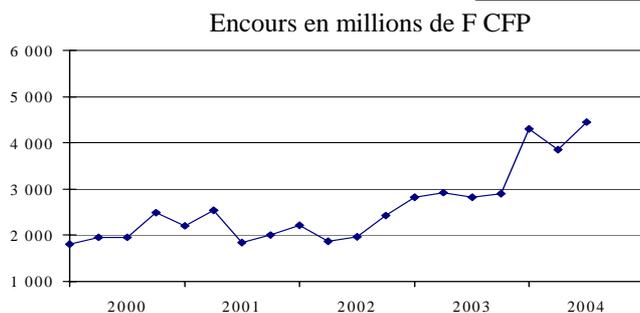
### Comptes épargne à régime spécial



### Comptes créditeurs à terme



### Ensemble des placements HZE



## 1.2 - LES PASSIFS FINANCIERS DE LA CLIENTÈLE NON FINANCIÈRE

*Cette partie analyse l'ensemble des prêts consentis aux agents économiques par les établissements de crédit et assimilés situés, d'une part dans la zone d'émission, d'autre part hors de la zone d'émission.*

### 1.2.1 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS SITUES DANS LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU IV)

L'encours global des crédits accordés par les établissements de crédit locaux s'établit à 319 286 millions de F CFP au 30 juin 2004. Son rythme de progression entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 s'établit à 6,9 % contre + 5,7 % sur les douze mois précédents. Cette accélération semble indiquer une évolution favorable de l'activité des établissements locaux.

- Les **crédits à l'habitat**, avec un encours de 129 659 millions de F CFP à fin juin 2004, constituent la principale activité de crédit des établissements locaux (40,6 % de l'encours total des crédits). Entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, la progression de leur encours s'élève à 7,1 % (+ 3,5 % sur les douze mois précédents).

- Second poste en volume (19,4 % de l'encours global), les **crédits de trésorerie** ont vu leur encours augmenter de 4,6 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 pour s'établir à 61 896 millions de F CFP. Il est à noter que sur les douze mois précédents, l'encours des crédits de trésorerie n'avait progressé que de 1,4 %.

- Les **crédits à l'équipement**, avec un encours de 59 594 millions de F CFP, représentent 18,7 % de l'ensemble des concours de caractère bancaire. Leur évolution reste très marquée entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 avec une progression qui s'établit à 8,5 %, après une hausse de 13,9 % sur les douze mois précédents.

- Les **comptes ordinaires débiteurs** voient leur encours diminuer de 8,8 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 contre une progression de 6,9 % sur les douze mois précédents.

- Le taux de **créances douteuses brutes** s'est, pour sa part, amélioré pour s'établir à 5,1 % des encours totaux à la fin du premier semestre 2004 contre 5,6 % à la fin du premier semestre 2003.

Les évolutions selon les différentes catégories d'agents économiques ont été les suivantes :

- totalisant près de la moitié de l'encours global brut (48,7 %), l'encours des crédits aux **particuliers** s'affiche en hausse de 7,8 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 pour atteindre 155 548 millions de F CFP, après avoir augmenté de 4,6 % sur les douze mois auparavant. Rappelons que la demande des particuliers repose essentiellement sur les crédits à l'habitat et que l'encours de cette catégorie de crédit a sensiblement progressé : + 7,5 % après + 3,9 % entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003 ;

- au second rang en terme d'importance avec 122 541 millions de F CFP, l'encours des crédits accordés aux **sociétés non financières** représente 38,4 % du total des crédits. Cet encours ressort en augmentation de 4,1 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 pour une progression sur les douze mois précédents qui s'établissait à 8,3 %. La demande de crédits des sociétés non financières repose essentiellement sur les besoins en crédits à l'équipement (+ 7,3 % à fin juin 2004) et dans une moindre mesure sur les crédits de trésorerie (+ 6,1 % à fin juin 2004). L'utilisation des comptes ordinaires débiteurs, pour sa part, marque sensiblement le pas avec un encours qui diminue de 12,8 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 ;

- l'encours des crédits aux **entrepreneurs individuels** augmente de 4,1 % par rapport à fin juin 2003 et s'élève à 18 655 millions de F CFP ;

- l'encours des crédits classés sous la rubrique "**Autres agents économiques résidents**" n'est pas significatif dans la mesure où cette catégorie de clientèle ne représente qu'environ 2 % du total des crédits

distribués par les établissements de crédit locaux. Rappelons cependant que les "Autres agents économiques résidents" sont essentiellement demandeurs de crédits à l'équipement et de crédits de trésorerie.

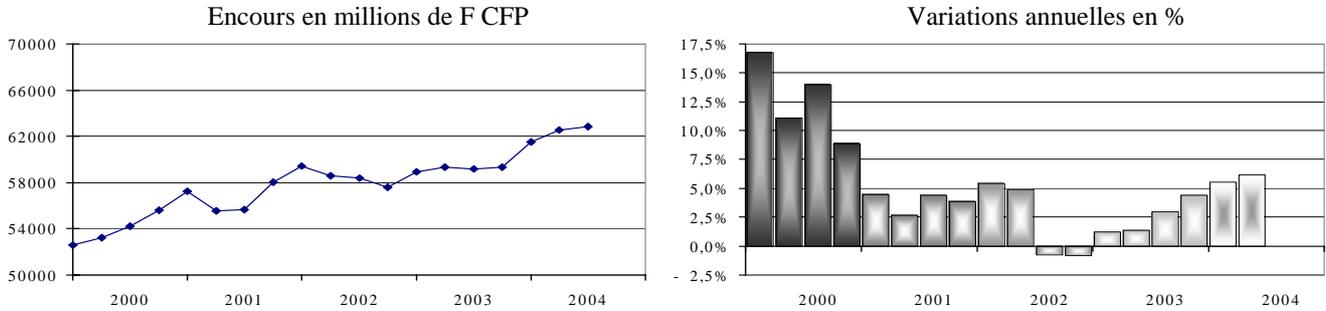
## 1. L'évolution monétaire et financière

TABLEAU IV  
**Concours de caractère bancaire**  
(Etablissements de crédit situés dans la zone d'émission)

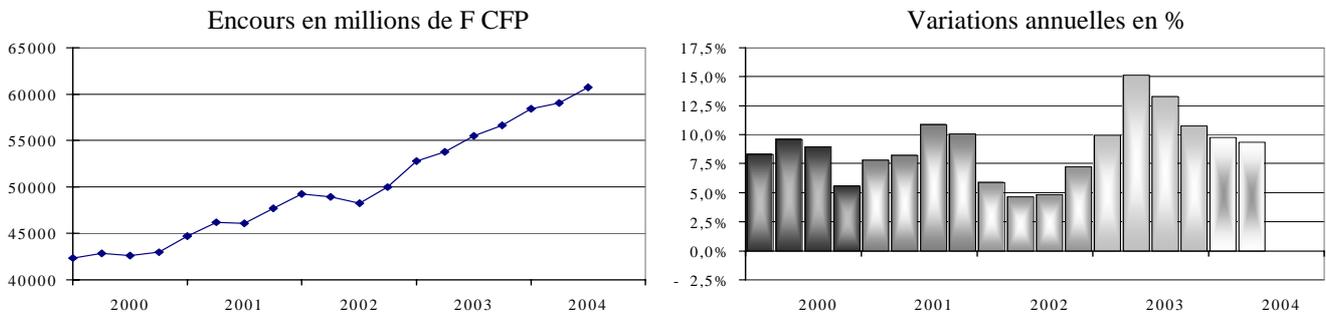
en millions de F CFP	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 703</b>	<b>3 959</b>	<b>3 973</b>	<b>4 110</b>	<b>11,0%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,4%</b>
Sociétés non financières	3 363	3 634	3 679	3 807	13,2%	4,8%	3,5%
Entrepreneurs individuels	340	324	293	296	-12,9%	- 8,6%	1,0%
Particuliers	-	1	1	-	-	-100,0%	-100,0%
Autres agents résidents	-	-	-	7	-	-	-
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>59 168</b>	<b>61 193</b>	<b>62 165</b>	<b>61 896</b>	<b>4,6%</b>	<b>1,1%</b>	<b>- 0,4%</b>
Sociétés non financières	24 566	25 419	26 230	26 076	6,1%	2,6%	- 0,6%
Entrepreneurs individuels	2 581	2 397	2 333	2 236	-13,4%	- 6,7%	- 4,2%
Particuliers	31 247	32 116	32 460	32 230	3,1%	0,4%	- 0,7%
Autres agents résidents	774	1 261	1 142	1 354	74,9%	7,4%	18,6%
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>54 909</b>	<b>57 884</b>	<b>58 475</b>	<b>59 594</b>	<b>8,5%</b>	<b>3,0%</b>	<b>1,9%</b>
Sociétés non financières	47 767	50 615	50 794	51 256	7,3%	1,3%	0,9%
Entrepreneurs individuels	5 527	5 785	5 504	6 110	10,5%	5,6%	11,0%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	1 615	1 484	2 177	2 228	38,0%	50,1%	2,3%
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>121 046</b>	<b>127 825</b>	<b>128 864</b>	<b>129 659</b>	<b>7,1%</b>	<b>1,4%</b>	<b>0,6%</b>
Sociétés non financières	11 790	13 314	12 751	12 601	6,9%	- 5,4%	- 1,2%
Entrepreneurs individuels	6 088	5 920	6 089	6 247	2,6%	5,5%	2,6%
Particuliers	102 482	107 936	109 366	110 205	7,5%	2,1%	0,8%
Autres agents résidents	686	655	658	606	-11,7%	- 7,5%	- 7,9%
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>24 561</b>	<b>23 105</b>	<b>22 898</b>	<b>22 395</b>	<b>- 8,8%</b>	<b>- 3,1%</b>	<b>- 2,2%</b>
Sociétés non financières	21 371	19 221	19 271	18 639	-12,8%	- 3,0%	- 3,3%
Entrepreneurs individuels	1 048	923	963	964	- 8,0%	4,4%	0,1%
Particuliers	2 011	2 272	2 121	2 045	1,7%	-10,0%	- 3,6%
Autres agents résidents	131	689	543	747	470,2%	8,4%	37,6%
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>18 544</b>	<b>21 089</b>	<b>21 709</b>	<b>25 325</b>	<b>36,6%</b>	<b>20,1%</b>	<b>16,7%</b>
Sociétés non financières	5 941	6 780	6 880	6 796	14,4%	0,2%	- 1,2%
Entrepreneurs individuels	1 470	1 620	1 824	1 911	30,0%	18,0%	4,8%
Particuliers	7 335	8 214	8 764	9 578	30,6%	16,6%	9,3%
Autres agents résidents	37	28	26	24	-35,1%	-14,3%	- 7,7%
Non résidents	3 761	4 447	4 215	7 016	86,5%	57,8%	66,5%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>5 096</b>	<b>5 117</b>	<b>5 246</b>	<b>5 768</b>	<b>13,2%</b>	<b>12,7%</b>	<b>10,0%</b>
Sociétés non financières	2 943	2 885	2 995	3 366	14,4%	16,7%	12,4%
Entrepreneurs individuels	860	881	843	891	3,6%	1,1%	5,7%
Particuliers	1 269	1 327	1 405	1 490	17,4%	12,3%	6,0%
Autres agents résidents	24	24	3	21	-12,5%	-12,5%	600,0%
Non résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>287 027</b>	<b>300 172</b>	<b>303 330</b>	<b>308 747</b>	<b>7,6%</b>	<b>2,9%</b>	<b>1,8%</b>
Sociétés non financières	117 741	121 868	122 600	122 541	4,1%	0,6%	- 0,0%
Entrepreneurs individuels	17 914	17 850	17 849	18 655	4,1%	4,5%	4,5%
Particuliers	144 344	151 866	154 117	155 548	7,8%	2,4%	0,9%
Autres agents résidents	3 267	4 141	4 549	4 987	52,6%	20,4%	9,6%
Non résidents	3 761	4 447	4 215	7 016	86,5%	57,8%	66,5%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>11 513</b>	<b>10 923</b>	<b>10 631</b>	<b>10 539</b>	<b>- 8,5%</b>	<b>- 3,5%</b>	<b>- 0,9%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>298 540</b>	<b>311 095</b>	<b>313 961</b>	<b>319 286</b>	<b>6,9%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,7%</b>

**LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT  
SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION**

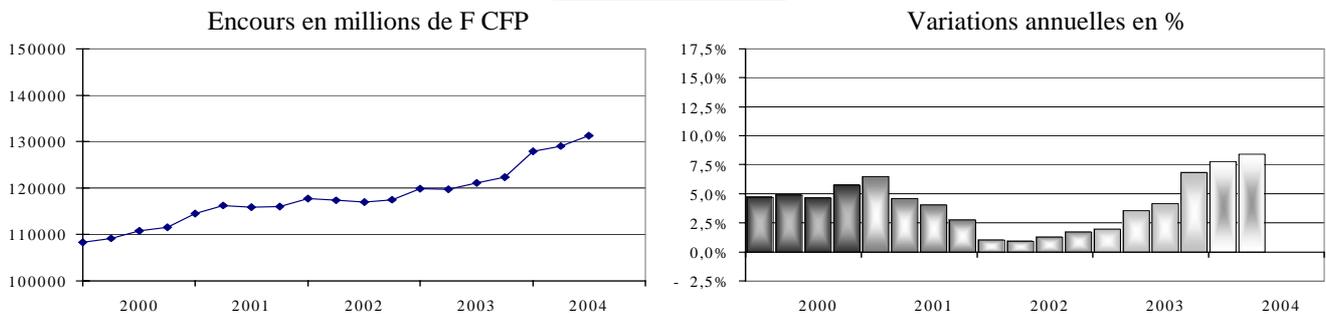
**Crédits de trésorerie**



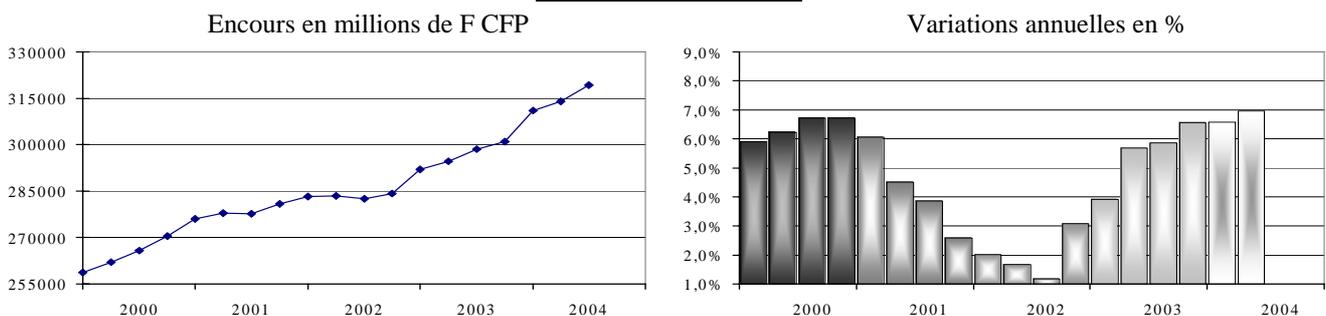
**Crédits à l'équipement**



**Crédits à l'habitat**



**Ensemble des crédits**

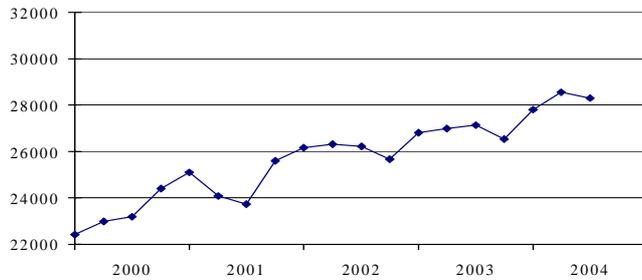


## LES PRINCIPALES CATEGORIES DES CONCOURS ACCORDÉES PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS DANS LA ZONE D'ÉMISSION

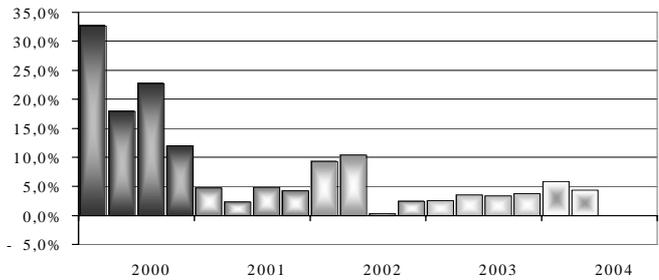
### Crédits de trésorerie accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP



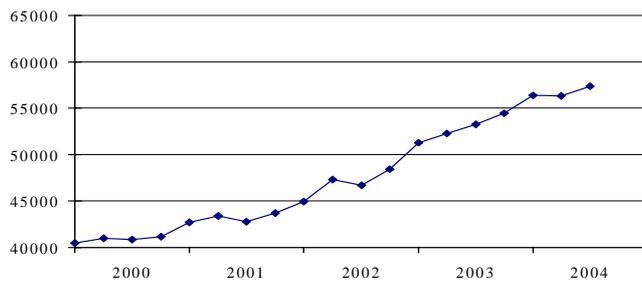
Variations annuelles en %



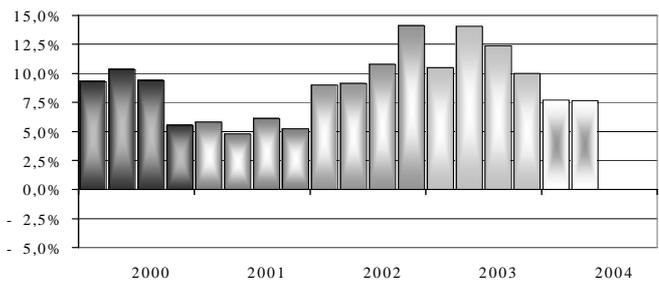
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

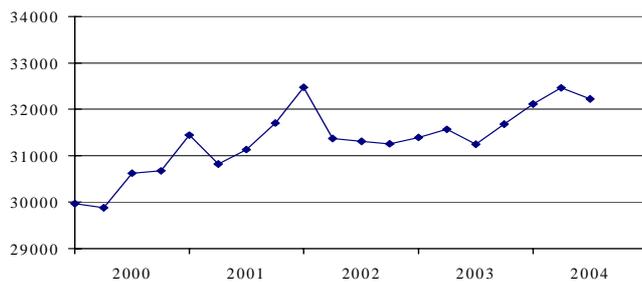


Variations annuelles en %

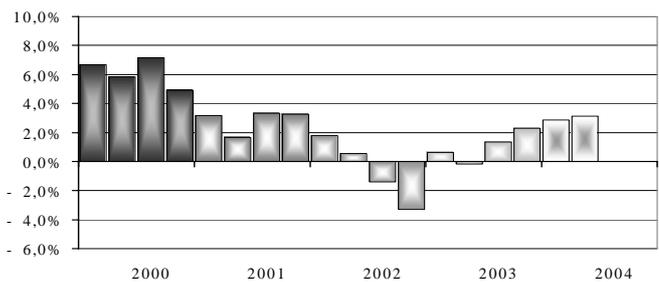


### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP

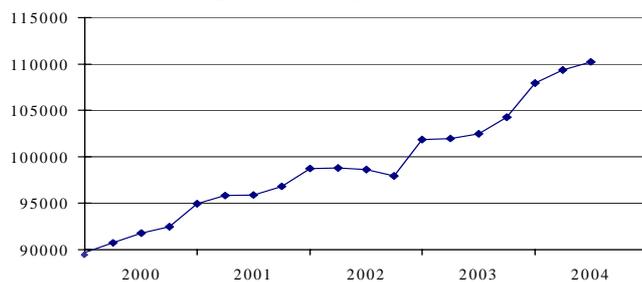


Variations annuelles en %

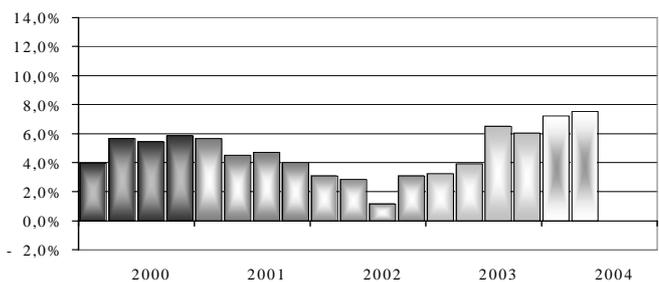


### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



## 1.2.2 LES CONCOURS ACCORDES PAR LES ETABLISSEMENTS INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION (TABLEAU V)

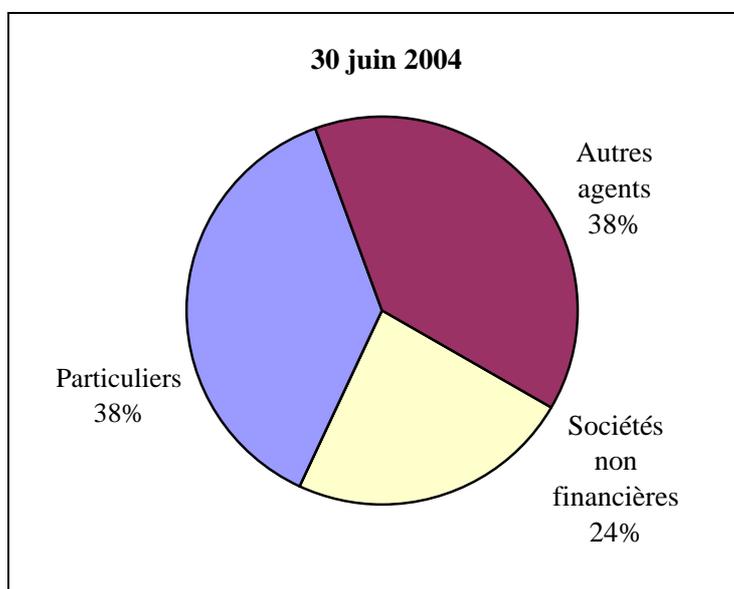
*Nota* : les données au 31 mars 2004 concernant certains établissements de crédit situés hors de la zone d'émission ont dû être reportées, en substitution des informations au 30 juin 2004 qui n'étaient pas disponibles.

Le rythme de distribution des concours de caractère bancaire accordés par les établissements installés hors de la zone d'émission est estimé à 10,9 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 pour 11,2 % sur les douze mois précédents. En valeur absolue, ces évolutions correspondent respectivement à des hausses de 8 658 millions de F CFP et de 7 991 millions de F CFP. Leur encours s'élève ainsi à 87 909 millions de F CFP au 30 juin 2004 contre 79 251 millions de F CFP à fin juin 2003.

Les établissements situés hors zone d'émission concentrent l'essentiel de leur activité sur l'octroi de **crédits à l'équipement** (52,6 % du total) et, dans une moindre mesure, sur les **crédits à l'habitat** (39,9 %). Si la première catégorie de crédit progresse sensiblement entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 (+ 5,6 %), l'encours des crédits à l'habitat enregistre dans le même temps une augmentation de 20,0 %. Le taux de créances douteuses nettes, pour sa part, est particulièrement faible (0,7 % du total des concours) mais a toutefois augmenté par rapport à celui observé fin juin 2003 (0,5 % du total des concours).

Au 30 juin 2004, l'encours des crédits aux "**Autres agents économiques résidents**", c'est-à-dire pour l'essentiel aux collectivités publiques, demeure la composante la plus importante des crédits octroyés (38,8 %). Cet encours a progressé de 7,3 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 pour atteindre 34 116 millions de F CFP. La demande des « Autres agents économiques résidents » est quasi-exclusivement concentrée sur les crédits à l'équipement. L'encours des crédits accordés aux **sociétés non financières** régresse de 2,8 % pour représenter 20 798 millions de F CFP à fin juin 2004, soit 23,7 % du total des concours. Quant à l'encours des crédits aux **particuliers** (essentiellement des crédits à l'habitat), celui-ci a progressé au rythme soutenu de 26,7 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004 après s'être développé de 36,3 % au cours des douze mois précédents. L'importance des concours accordés aux particuliers dans l'activité des établissements de crédit installés hors de la zone d'émission est passée de 26,8 % à fin juin 2002 à 32,9 % à fin juin 2003 puis 37,5 % à fin juin 2004.

### VENTILATION PAR AGENT ÉCONOMIQUE DES CONCOURS OCTROYES PAR LES ETABLISSEMENTS INSTALLES HORS DE LA ZONE D'EMISSION



# 1. L'évolution monétaire et financière

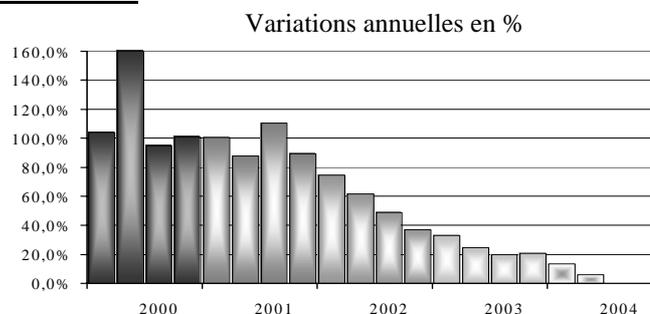
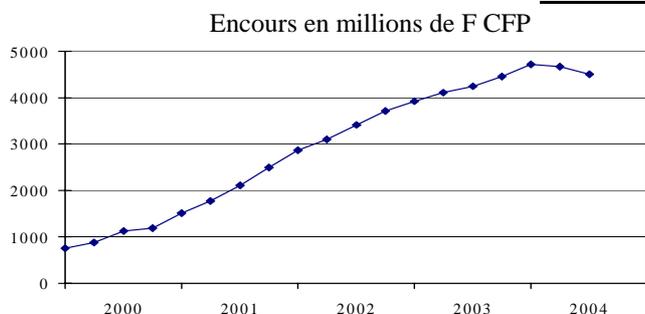
**Nota :** les données au 31 mars 2004 concernant certains établissements de crédit situés hors de la zone d'émission ont dû être reportées, en substitution des informations au 30 juin 2004 qui n'étaient pas disponibles.

TABLEAU V  
**Concours de caractère bancaire**  
(Établissements de crédit situés hors de la zone d'émission)

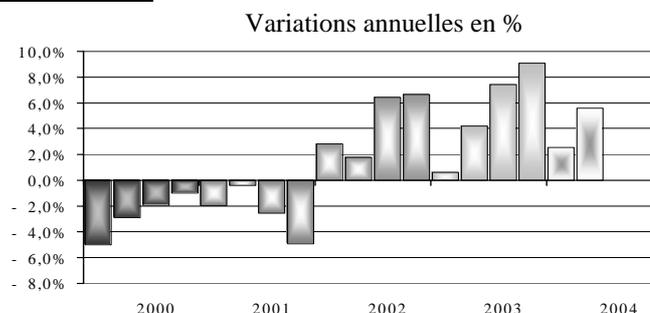
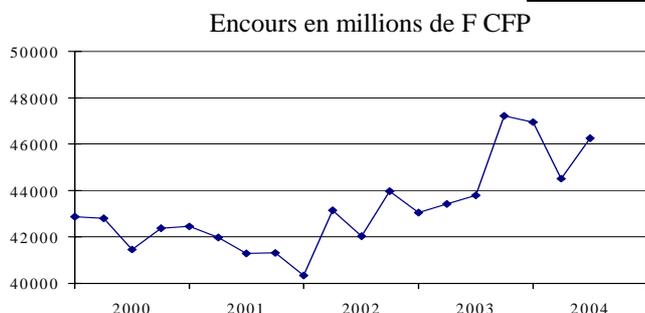
en millions de F CFP	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>4 249</b>	<b>4 718</b>	<b>4 663</b>	<b>4 506</b>	<b>6,0%</b>	<b>- 4,5%</b>	<b>- 3,4%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	4 249	4 718	4 663	4 506	6,0%	- 4,5%	- 3,4%
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>43 801</b>	<b>46 950</b>	<b>44 528</b>	<b>46 251</b>	<b>5,6%</b>	<b>- 1,5%</b>	<b>3,9%</b>
Sociétés non financières	14 345	14 798	13 696	14 330	- 0,1%	- 3,2%	4,6%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	29 456	32 152	30 832	31 922	8,4%	- 0,7%	3,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>29 249</b>	<b>32 732</b>	<b>33 759</b>	<b>35 098</b>	<b>20,0%</b>	<b>7,2%</b>	<b>4,0%</b>
Sociétés non financières	6 241	5 915	5 474	5 728	- 8,2%	- 3,2%	4,6%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	21 737	25 614	27 171	28 205	29,8%	10,1%	3,8%
Autres agents résidents	1 271	1 203	1 113	1 165	- 8,3%	- 3,2%	4,6%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres crédits</b>	<b>1 578</b>	<b>1 505</b>	<b>1 410</b>	<b>1 463</b>	<b>- 7,3%</b>	<b>- 2,8%</b>	<b>3,7%</b>
Sociétés non financières	811	765	708	741	- 8,7%	- 3,2%	4,6%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	-	-	3	2	-	-	-33,3%
Autres agents résidents	767	740	699	720	- 6,1%	- 2,7%	2,9%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>374</b>	<b>393</b>	<b>555</b>	<b>591</b>	<b>58,0%</b>	<b>50,4%</b>	<b>6,4%</b>
Sociétés non financières	-	-	-	-	-	-	-
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	66	74	260	282	327,3%	281,1%	8,5%
Autres agents résidents	308	319	295	309	0,3%	- 3,2%	4,6%
<b>TOTAL NET</b>	<b>79 251</b>	<b>86 298</b>	<b>84 915</b>	<b>87 909</b>	<b>10,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,5%</b>
Sociétés non financières	21 397	21 478	19 878	20 798	- 2,8%	- 3,2%	4,6%
Entrepreneurs individuels	-	-	-	-	-	-	-
Particuliers	26 052	30 406	32 097	32 995	26,7%	8,5%	2,8%
Autres agents résidents	31 802	34 414	32 940	34 116	7,3%	- 0,9%	3,6%
<b>Provisions non ventilées</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>79 251</b>	<b>86 298</b>	<b>84 915</b>	<b>87 909</b>	<b>10,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>3,5%</b>

**LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT  
SITUÉS HORS LA ZONE D'ÉMISSION**

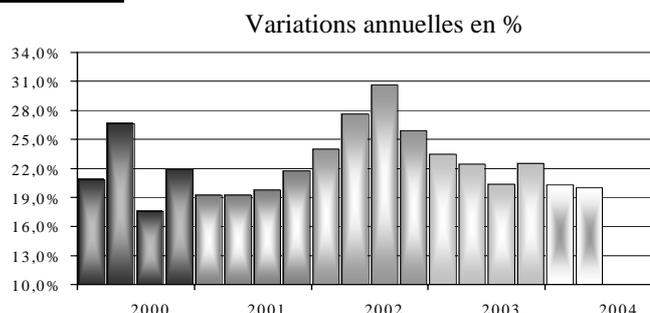
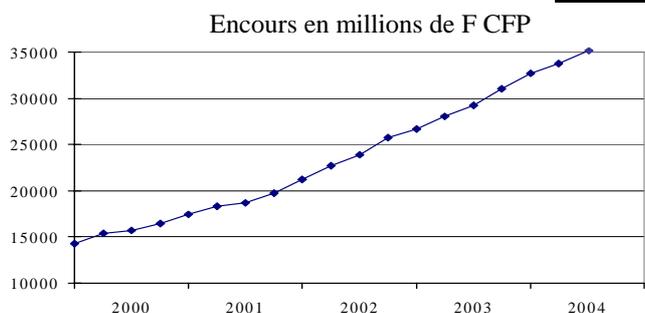
**Crédits de trésorerie**



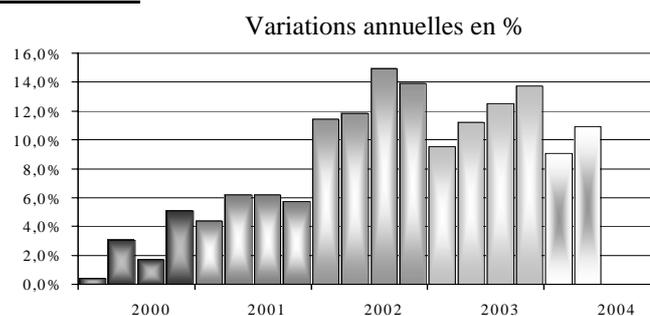
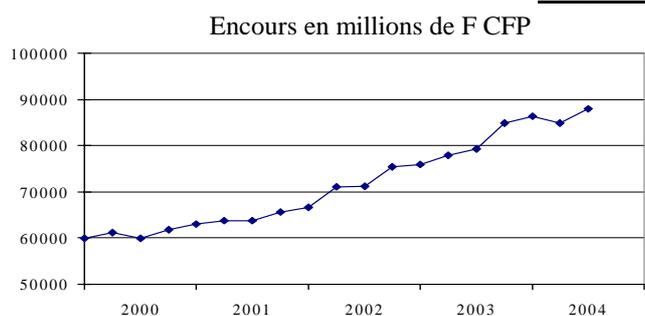
**Crédits à l'équipement**



**Crédits à l'habitat**



**Ensemble des crédits**

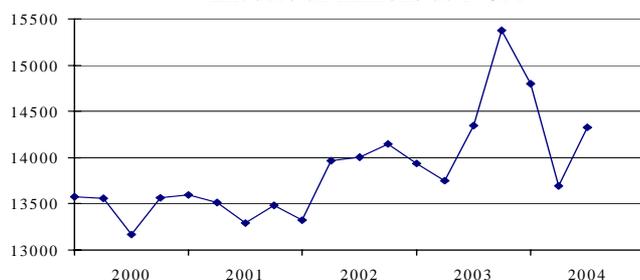


## LES PRINCIPALES CATEGORIES DES CONCOURS ACCORDÉES PAR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT SITUÉS HORS LA ZONE D'ÉMISSION

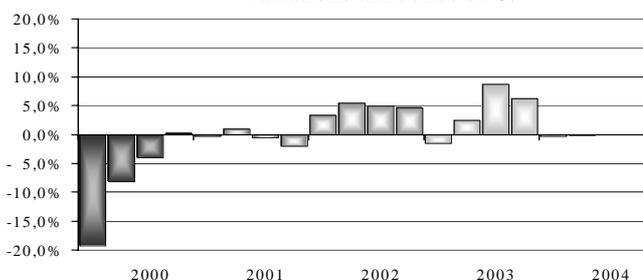
### Crédits à l'équipement accordés aux entreprises

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

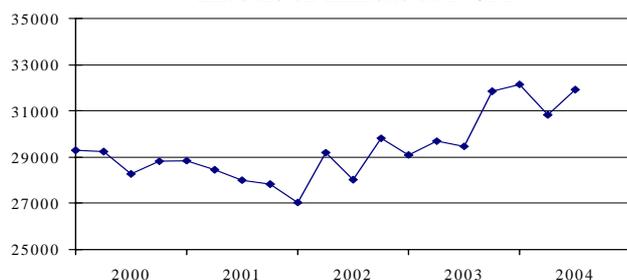


Variations annuelles en %

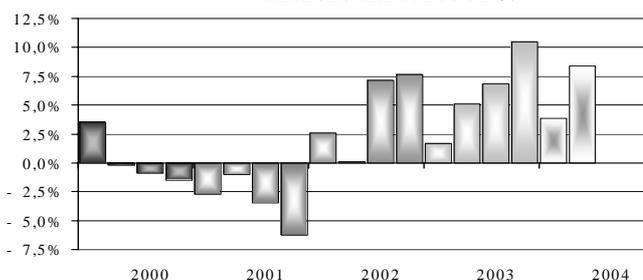


### Crédits à l'équipement accordés aux « autres agents résidents »

Encours en millions de F CFP

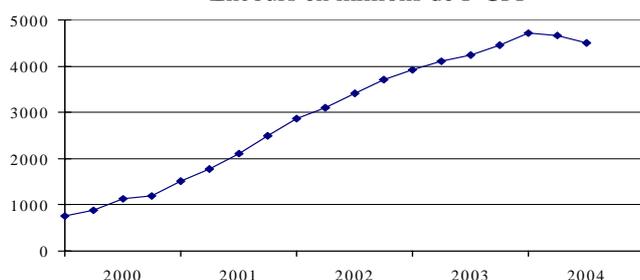


Variations annuelles en %

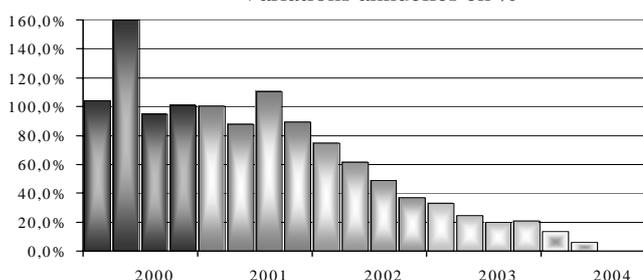


### Crédits de trésorerie accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP

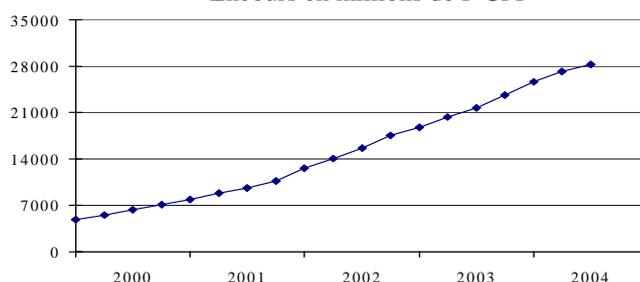


Variations annuelles en %

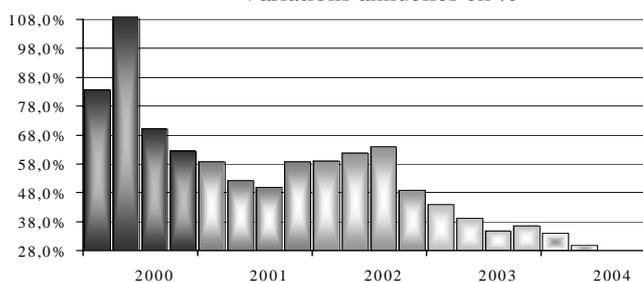


### Crédits à l'habitat accordés aux particuliers

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



## 1.2.3 L'ENSEMBLE DES CONCOURS DE CARACTERE BANCAIRE ACCORDES SUR LA PLACE

Globalement, le montant total des concours de caractère bancaire octroyés sur la place s'élève à 407 195 millions de F CFP au 30 juin 2004, en progression de 7,8 % par rapport à fin juin 2003 après + 6,8 % sur les douze mois précédents.

L'ensemble des **crédits à l'habitat** représente un encours de 164 757 millions de F CFP à fin juin 2004 en augmentation de 9,6 % par rapport à fin juin 2003 (+ 6,7 % sur les douze mois précédents). Il convient de noter le dynamisme des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission sur cette catégorie de crédit puisque ces établissements représentent 40,4 % des 14 462 millions de F CFP d'encours de crédit à l'habitat supplémentaires observés entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004. La part des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission dans l'ensemble des crédits à l'habitat est passée de 17,0 % à fin juin 2002 à 19,5 % à fin juin 2003 puis à 21,3 % à fin juin 2004.

Les **crédits à l'équipement** atteignent pour leur part 105 845 millions de F CFP au 30 juin 2004, dont 43,7 % proviennent des établissements de crédit situés hors de la zone d'émission. Ils sont globalement en progression de 7,2 % sur les douze derniers mois pour une hausse qui était de 9,4 % entre le 30 juin 2002 et le 30 juin 2003.

Globalement, la part des concours de caractère bancaire octroyés sur la place par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission de l'IEOM est passée de 20,1 % à fin juin 2001 à 21,0 % à fin juin 2003 et 21,6 % à fin juin 2004.

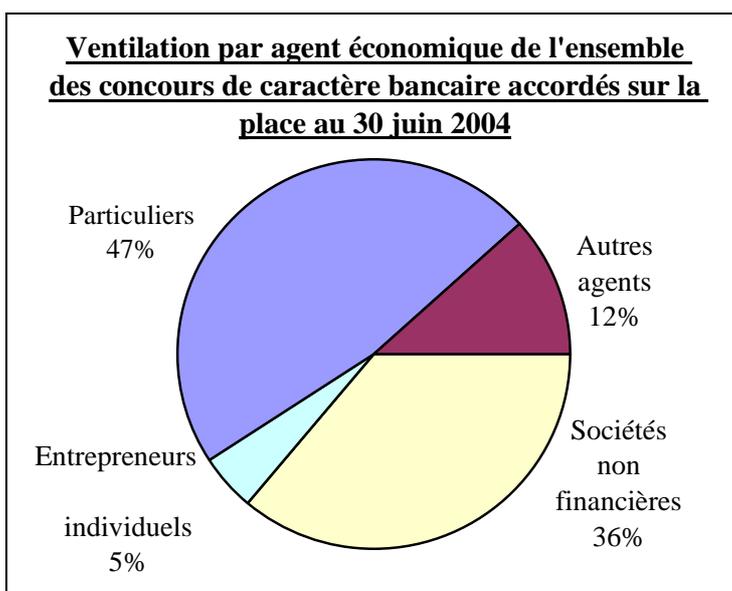
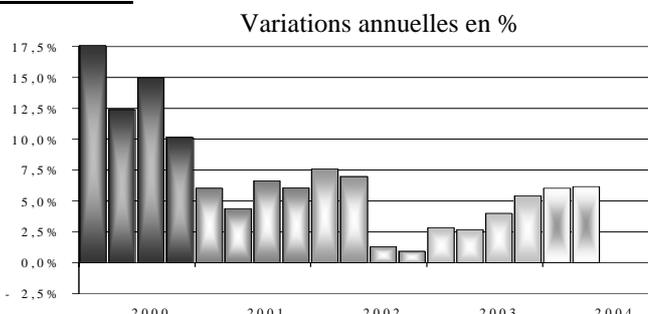
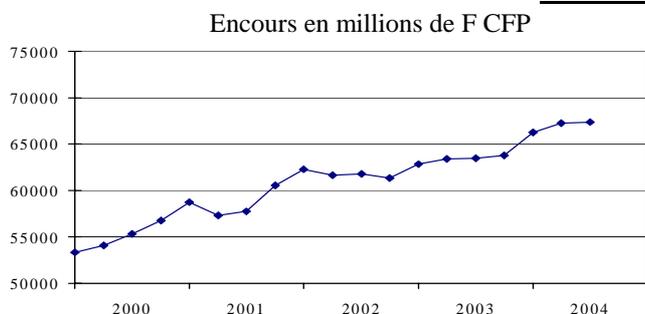


TABLEAU IV + V  
**Concours de caractère bancaire**  
*(toutes zones d'émission confondues)*

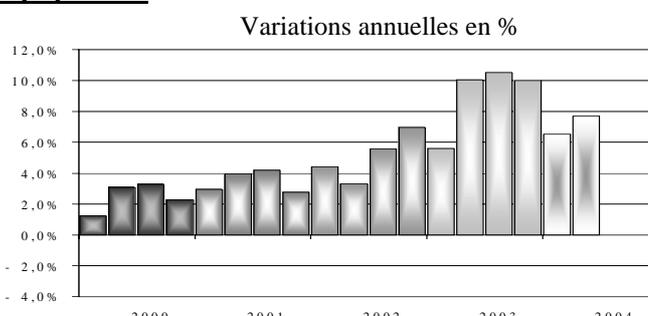
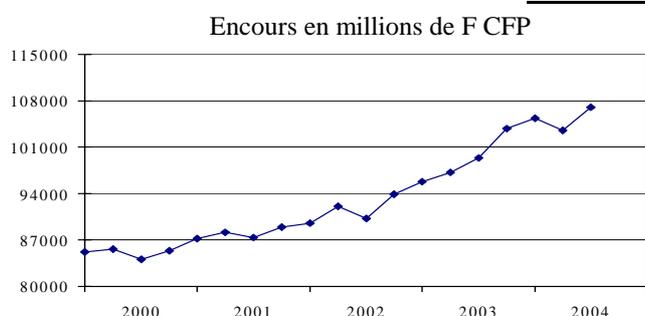
	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Créances commerciales</b>	<b>3 703</b>	<b>3 959</b>	<b>3 973</b>	<b>4 110</b>	<b>11,0%</b>	<b>3,8%</b>	<b>3,4%</b>
Sociétés non financières	3 363	3 634	3 679	3 807	13,2%	4,8%	3,5%
Entrepreneurs individuels	340	324	293	296	-12,9%	- 8,6%	1,0%
Particuliers	-	1	1	-	-	-100,0%	-100,0%
Autres agents résidents & non résidents	-	-	-	7	-	-	-
<b>Crédits de trésorerie</b>	<b>63 417</b>	<b>65 911</b>	<b>66 828</b>	<b>66 402</b>	<b>4,7%</b>	<b>0,7%</b>	<b>- 0,6%</b>
Sociétés non financières	24 566	25 419	26 230	26 076	6,1%	2,6%	- 0,6%
Entrepreneurs individuels	2 581	2 397	2 333	2 236	-13,4%	- 6,7%	- 4,2%
Particuliers	35 496	36 834	37 123	36 736	3,5%	- 0,3%	- 1,0%
Autres agents résidents & non résidents	774	1 261	1 142	1 354	74,9%	7,4%	18,6%
<b>Crédits à l'équipement</b>	<b>98 710</b>	<b>104 834</b>	<b>103 003</b>	<b>105 845</b>	<b>7,2%</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,8%</b>
Sociétés non financières	62 112	65 413	64 490	65 586	5,6%	0,3%	1,7%
Entrepreneurs individuels	5 527	5 785	5 504	6 110	10,5%	5,6%	11,0%
Particuliers	-	-	-	-	-	-	-
Autres agents résidents & non résidents	31 071	33 636	33 009	34 150	9,9%	1,5%	3,5%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>150 295</b>	<b>160 557</b>	<b>162 623</b>	<b>164 757</b>	<b>9,6%</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,3%</b>
Sociétés non financières	18 031	19 229	18 225	18 329	1,7%	- 4,7%	0,6%
Entrepreneurs individuels	6 088	5 920	6 089	6 247	2,6%	5,5%	2,6%
Particuliers	124 219	133 550	136 537	138 410	11,4%	3,6%	1,4%
Autres agents résidents & non résidents	1 957	1 858	1 771	1 771	- 9,5%	- 4,7%	- 0,0%
<b>Comptes ordinaires débiteurs</b>	<b>24 561</b>	<b>23 105</b>	<b>22 898</b>	<b>22 395</b>	<b>- 8,8%</b>	<b>- 3,1%</b>	<b>- 2,2%</b>
Sociétés non financières	21 371	19 221	19 271	18 639	-12,8%	- 3,0%	- 3,3%
Entrepreneurs individuels	1 048	923	963	964	- 8,0%	4,4%	0,1%
Particuliers	2 011	2 272	2 121	2 045	1,7%	-10,0%	- 3,6%
Autres agents résidents & non résidents	131	689	543	747	470,2%	8,4%	37,6%
<b>Autres crédits</b>	<b>20 122</b>	<b>22 594</b>	<b>23 119</b>	<b>26 788</b>	<b>33,1%</b>	<b>18,6%</b>	<b>15,9%</b>
Sociétés non financières	6 752	7 545	7 588	7 537	11,6%	- 0,1%	- 0,7%
Entrepreneurs individuels	1 470	1 620	1 824	1 911	30,0%	18,0%	4,8%
Particuliers	7 335	8 214	8 767	9 580	30,6%	16,6%	9,3%
Autres agents résidents & non résidents	4 565	5 215	4 940	7 760	70,0%	48,8%	57,1%
<b>Créances douteuses nettes</b>	<b>5 470</b>	<b>5 510</b>	<b>5 801</b>	<b>6 359</b>	<b>16,3%</b>	<b>15,4%</b>	<b>9,6%</b>
Sociétés non financières	2 943	2 885	2 995	3 366	14,4%	16,7%	12,4%
Entrepreneurs individuels	860	881	843	891	3,6%	1,1%	5,7%
Particuliers	1 335	1 401	1 665	1 772	32,7%	26,5%	6,4%
Autres agents résidents & non résidents	332	343	298	330	- 0,6%	- 3,8%	10,6%
<b>TOTAL NET</b>	<b>366 278</b>	<b>386 470</b>	<b>388 245</b>	<b>396 656</b>	<b>8,3%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,2%</b>
Sociétés non financières	139 138	143 346	142 478	143 339	3,0%	- 0,0%	0,6%
Entrepreneurs individuels	17 914	17 850	17 849	18 655	4,1%	4,5%	4,5%
Particuliers	170 396	182 272	186 214	188 543	10,6%	3,4%	1,3%
Autres agents résidents & non résidents	38 830	43 002	41 704	46 119	18,8%	7,2%	10,6%
<b>Provisions non ventilées</b>	<b>11 513</b>	<b>10 923</b>	<b>10 631</b>	<b>10 539</b>	<b>- 8,5%</b>	<b>- 3,5%</b>	<b>- 0,9%</b>
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>377 791</b>	<b>397 393</b>	<b>398 876</b>	<b>407 195</b>	<b>7,8%</b>	<b>2,5%</b>	<b>2,1%</b>

## LES CONCOURS DE CARACTÈRE BANCAIRE ACCORDÉS SUR LA PLACE

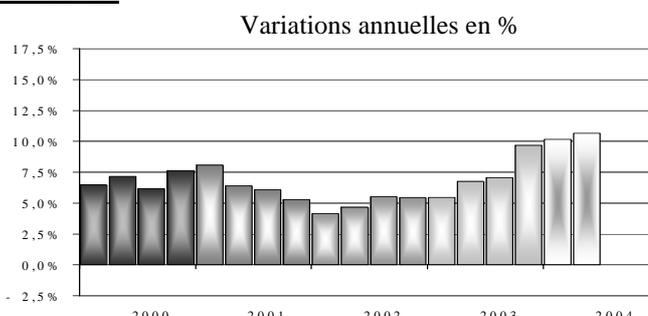
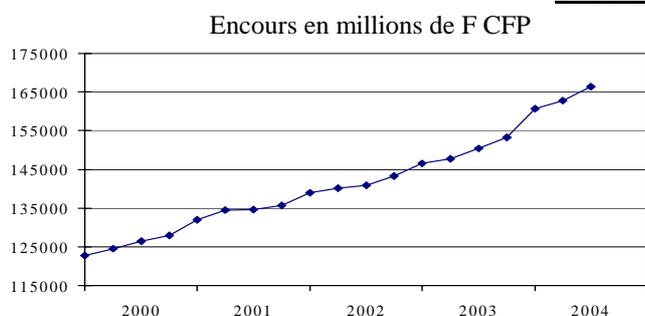
### Crédits de trésorerie



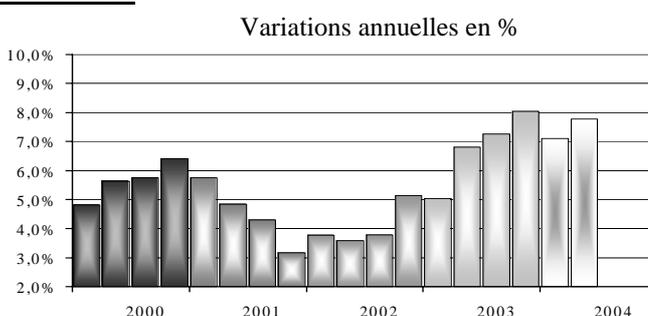
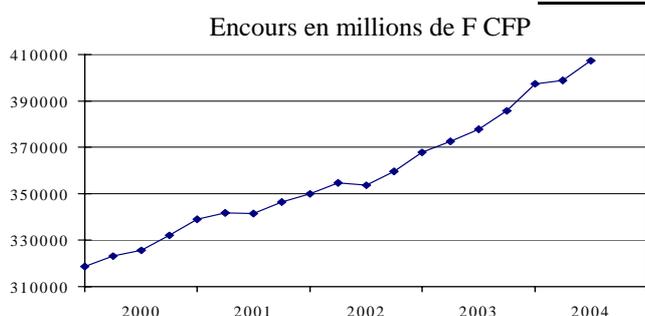
### Crédits à l'équipement



### Crédits à l'habitat



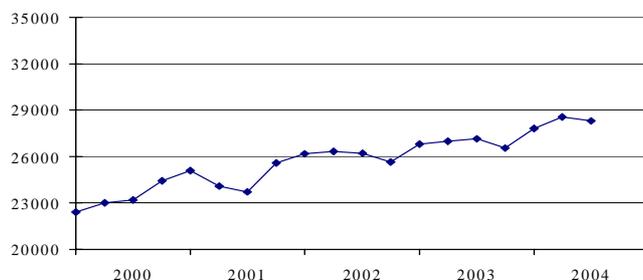
### Ensemble des crédits



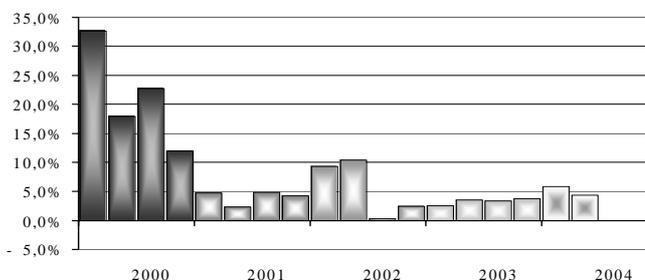
**LES PRINCIPALES CATEGORIES DES CONCOURS ACCORDÉES SUR LA PLACE****Crédits de trésorerie accordés aux entreprises**

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

Encours en millions de F CFP

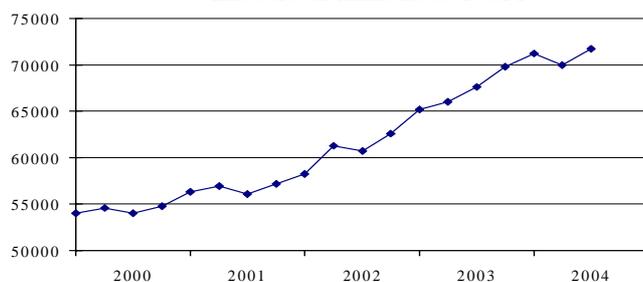


Variations annuelles en %

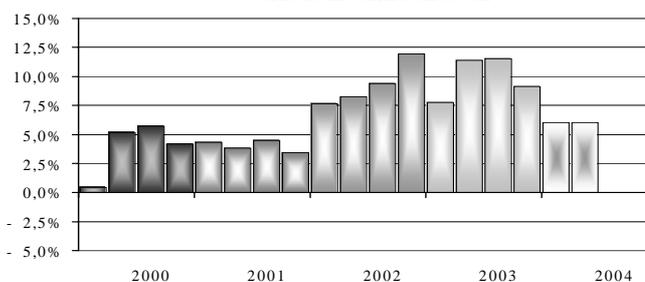
**Crédits à l'équipement accordés aux entreprises**

(sociétés financières et entrepreneurs individuels)

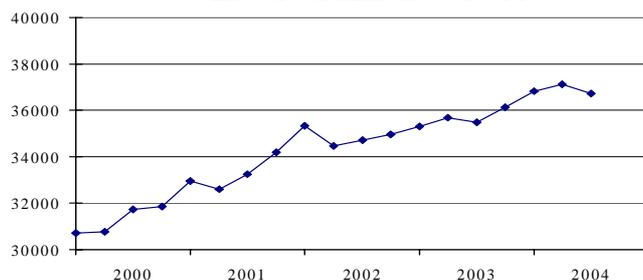
Encours en millions de F CFP



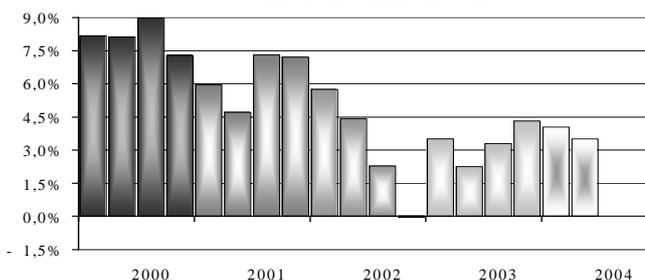
Variations annuelles en %

**Crédits de trésorerie accordés aux particuliers**

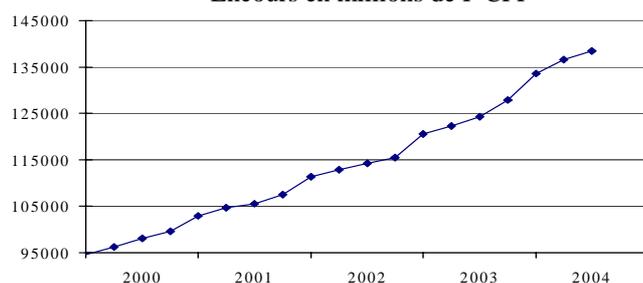
Encours en millions de F CFP



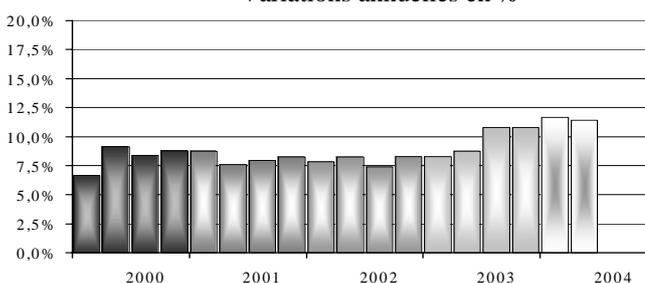
Variations annuelles en %

**Crédits à l'habitat accordés aux particuliers**

Encours en millions de F CFP



Variations annuelles en %



## **1.3 - LA MASSE MONÉTAIRE (M3) ET SES CONTREPARTIES**

### **1.3.1 LA MASSE MONÉTAIRE (TABLEAU VI)**

De 231 076 millions de F CFP au 30 juin 2003, la masse monétaire a progressé de 4,0 % sur douze mois pour s'établir à 240 329 millions de F CFP au 30 juin 2004. Dans le détail, on observe des évolutions sensibles et divergentes.

Avec un volume de circulation fiduciaire en hausse de 5,5 % et des dépôts à vue en augmentation de 4,7 % sur la période, l'agrégat M1 se développe de 4,8 %. Ce dernier représente 47,4 % de la masse monétaire.

L'agrégat M2-M1 (quasi-exclusivement constitué par les comptes sur livrets sur le territoire) est en hausse très sensible de 18,6 % sur douze mois pour atteindre 55 843 millions de F CFP au 30 juin 2004.

Dans le même temps, l'agrégat M3-M2 (essentiellement constitué par les dépôts à terme sur le territoire) recule de 6,2 % pour s'établir à 70 618 millions de F CFP.

Enfin, l'agrégat P1 (l'épargne contractuelle est quasi-exclusivement constituée des plans d'épargne-logement sur le territoire), qui s'établissait à 2 477 millions de F CFP à fin juin 2003, représente 4 019 millions de F CFP au 30 juin 2004.

### **1.3.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE (TABLEAU VII)**

Les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux ressortent en hausse de 64,1 % sur douze mois ; ils s'élèvent à 53 342 millions de F CFP au 30 juin 2004 contre 32 511 millions de F CFP au 30 juin 2003. Dans une moindre mesure, les engagements hors zone d'émission augmentent également fortement sur la même période ; ils progressent de 21,9 % pour représenter 101 585 millions de F CFP au 30 juin 2004. Ces fortes évolutions, qui sont consécutives à des opérations d'arbitrage interbancaire avec la Métropole, ont un impact positif sur la position extérieure nette des établissements de crédit locaux. Ainsi, le solde structurellement négatif de cette dernière, qui était de - 50 815 millions de F CFP au 30 juin 2003, est passé à - 48 243 millions de F CFP au 30 juin 2004 (- 5,1 %).

La part des concours financés sur ressources non monétaires s'est alourdie. Elle s'établit à 49,7 % au 30 juin 2004 contre 42,6 % au 30 juin 2003.

Les créances du Trésor Public se sont développées de 7,3 % en douze mois pour représenter 9 525 millions de F CFP à fin juin 2004.

Les avoirs hors zone d'émission de l'Institut d'émission représentent 16 842 millions de F CFP au 30 juin 2004 en recul de 7,9 % par rapport au 30 juin 2003.

TABLEAU VI  
Composantes de la masse monétaire en Nouvelle-Calédonie

	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>M1</b>							
<b>Circulation fiduciaire</b>	<b>10 118</b>	<b>10 748</b>	<b>10 414</b>	<b>10 678</b>	<b>5,5%</b>	<b>- 0,7%</b>	<b>2,5%</b>
- Billets	9 050	9 626	9 302	9 554	5,6%	- 0,7%	2,7%
- Pièces	1 068	1 122	1 112	1 124	5,2%	0,2%	1,1%
<b>Dépôts à vue</b>	<b>98 562</b>	<b>104 415</b>	<b>98 737</b>	<b>103 190</b>	<b>4,7%</b>	<b>- 1,2%</b>	<b>4,5%</b>
- Banques	92 820	98 296	92 852	97 125	4,6%	- 1,2%	4,6%
- O.P.T.	5 742	6 119	5 885	6 065	5,6%	- 0,9%	3,1%
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total M1</b>	<b>108 680</b>	<b>115 163</b>	<b>109 151</b>	<b>113 868</b>	<b>4,8%</b>	<b>- 1,1%</b>	<b>4,3%</b>
<b>M2 - M1</b>	<b>47 076</b>	<b>53 680</b>	<b>54 048</b>	<b>55 843</b>	<b>18,6%</b>	<b>4,0%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Comptes sur livrets</b>	<b>46 640</b>	<b>53 135</b>	<b>53 453</b>	<b>55 212</b>	<b>18,4%</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,3%</b>
<b>Comptes d'épargne-logement</b>	<b>436</b>	<b>545</b>	<b>595</b>	<b>631</b>	<b>44,7%</b>	<b>15,8%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Total M2</b>	<b>155 756</b>	<b>168 843</b>	<b>163 199</b>	<b>169 711</b>	<b>9,0%</b>	<b>0,5%</b>	<b>4,0%</b>
<b>M3 - M2</b>	<b>75 320</b>	<b>68 519</b>	<b>74 813</b>	<b>70 618</b>	<b>- 6,2%</b>	<b>3,1%</b>	<b>- 5,6%</b>
<b>Dépôts à terme</b>	<b>74 224</b>	<b>67 513</b>	<b>73 849</b>	<b>69 691</b>	<b>- 6,1%</b>	<b>3,2%</b>	<b>- 5,6%</b>
- Banques	74 224	67 513	73 849	69 691	- 6,1%	3,2%	- 5,6%
- O.P.T.	-	-	-	-	-	-	-
- Trésor public	-	-	-	-	-	-	-
<b>Bons</b>	<b>1 096</b>	<b>1 006</b>	<b>964</b>	<b>927</b>	<b>-15,4%</b>	<b>- 7,9%</b>	<b>- 3,8%</b>
<b>Certificats de dépôt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total M3</b>	<b>231 076</b>	<b>237 362</b>	<b>238 012</b>	<b>240 329</b>	<b>4,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,0%</b>
<b>P1</b>	<b>2 477</b>	<b>3 516</b>	<b>3 800</b>	<b>4 019</b>	<b>n.s.</b>	<b>14,3%</b>	<b>5,8%</b>
(Epargne contractuelle)							
<b>Plans d'épargne-logement</b>	<b>2 438</b>	<b>3 484</b>	<b>3 768</b>	<b>3 982</b>	<b>63,3%</b>	<b>14,3%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Compte d'épargne à long terme</b>	<b>36</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>37</b>	<b>2,8%</b>	<b>15,6%</b>	<b>15,6%</b>
<b>Autres comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-100,0%</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

TABLEAU VII  
Contreparties de la masse monétaire

	30/06/2003	31/12/2003	31/03/2004	30/06/2004	variations en pourcentage		
en millions de F CFP	m-12	m-6	m-3	m	m / m-12	m / m-6	m / m-3
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>50 793</b>	<b>50 159</b>	<b>47 173</b>	<b>70 184</b>	<b>38,2%</b>	<b>39,9%</b>	<b>48,8%</b>
- Institut d'émission	18 282	18 149	16 503	16 842	- 7,9%	- 7,2%	2,1%
- Etablissements de crédit locaux (*)	32 511	32 010	30 670	53 342	64,1%	66,6%	73,9%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>8 875</b>	<b>9 365</b>	<b>9 455</b>	<b>9 525</b>	<b>7,3%</b>	<b>1,7%</b>	<b>0,7%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>171 408</b>	<b>177 838</b>	<b>181 384</b>	<b>160 620</b>	<b>- 6,3%</b>	<b>- 9,7%</b>	<b>-11,4%</b>
- Concours de caractère bancaire des EC locaux	298 540	311 095	313 961	319 286	6,9%	2,6%	1,7%
- Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	127 132	133 257	132 577	158 666	24,8%	19,1%	19,7%
- Excédents des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	27 177	28 525	29 522	30 748	13,1%	7,8%	4,2%
- Provisions sur créances douteuses	11 512	10 922	10 631	10 539	- 8,5%	- 3,5%	- 0,9%
- Engagements hors zone d'émission (*)	83 326	87 351	82 693	101 585	21,9%	16,3%	22,8%
- Epargne contractuelle	2 476	3 515	3 799	4 015	62,2%	14,2%	5,7%
- Divers	2 641	2 944	5 932	11 779	346,0%	300,1%	98,6%
<b>Total M3</b>	<b>231 076</b>	<b>237 362</b>	<b>238 012</b>	<b>240 329</b>	<b>4,0%</b>	<b>1,2%</b>	<b>1,0%</b>

(\*) Position extérieure nette du système bancaire

local : - 50 815 - 55 341 - 52 023 - 48 243

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre les avoirs hors zone d'émission des établissements de crédit locaux et les engagements hors zone d'émission des ces mêmes établissements.

**1.4 - L'EQUILIBRE EMPLOIS - RESSOURCES DES EC LOCAUX****1.4.1 LE FINANCEMENT DES CRÉDITS BANCAIRES  
(TABLEAU VIII)**

Les ressources des établissements de crédit sont quasiment entièrement affectées à leur activité de crédit (à hauteur de 97,2 %), le solde étant dévolu à la constitution des réserves obligatoires auprès de l'IEOM (2,8 %). L'activité globale des établissements de crédit locaux a progressé de 5,8 % entre le 30 juin 2003 et le 30 juin 2004, représentant un volume de 328 315 millions de F CFP.

Le système bancaire local se finance sur ressources propres à hauteur de 12,6 %, soit un volume de 41 322 millions de F CFP au 30 juin 2004. A noter que ces ressources propres sont en progression de 6,8 % par rapport au 30 juin 2003.

Les opérations de réescompte avec un encours de 11 235 millions de F CFP représentent 3,4 % des ressources des établissements de crédit locaux. Elles ressortent en très nette augmentation sur douze mois (+ 25,8 %).

Les ressources des établissements de crédit proviennent essentiellement des dépôts collectés. Ces derniers minorés des encaisses représentent 221 656 millions de F CFP à fin juin 2004 (67,5 % des ressources), soient 9 841 millions de F CFP supplémentaires par rapport au 30 juin 2003.

TABLEAU VIII

**FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2004**

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	319 286	97,2%	Dépôts collectés (- encaisses)	221 656	67,5%
Réserves obligatoires	9 029	2,8%	Financement sur ressources propres *	41 322	12,6%
Réserves libres	–	–	Réesc compte	11 235	3,4%
			(-) position extérieure nette des EC	48 243	14,7%
			Excédent des op. diverses des EC	5 859	1,8%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>328 315</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>328 315</b>	<b>100,0%</b>

**FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 31 décembre 2003**

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	311 095	96,2%	Dépôts collectés (- encaisses)	217 535	67,3%
Réserves obligatoires	9 155	2,8%	Financement sur ressources propres *	39 447	12,2%
Réserves libres	–	–	Réesc compte	10 935	3,4%
Opérations diverses des EC	3 008	0,9%	(-) position extérieure nette des EC	55 341	17,1%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>323 258</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>323 258</b>	<b>100,0%</b>

**FINANCEMENT DES CREDITS BANCAIRES AU 30 juin 2003**

Emplois			Ressources		
	montant	%		montant	%
Crédits bruts	298 540	96,2%	Dépôts collectés (- encaisses)	211 815	68,3%
Réserves obligatoires	8 986	2,9%	Financement sur ressources propres *	38 690	12,5%
Réserves libres	–	–	Réesc compte	8 932	2,9%
Opérations diverses des EC	2 727	0,9%	(-) position extérieure nette des EC	50 816	16,4%
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>310 253</b>	<b>100,0%</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>310 253</b>	<b>100,0%</b>

(\*) Financement sur ressources propres = (Fonds propres + provisions sur créances douteuses - valeurs immobilisées)

## 1.4.2 L'ÉQUILIBRE EMPLOIS-RESSOURCES EN FONCTION DE LA DURÉE <sup>2</sup> (TABLEAU IX)

### Les opérations avec la clientèle

Les opérations avec la clientèle sont structurellement déficitaires en terme de solde emplois-ressources. En effet, les ressources clientèle des établissements de crédit calédoniens représentent un montant de 226 516 millions de F CFP contre un volume d'emplois clientèle de 308 459 millions de F CFP. Il en résulte donc un déficit des opérations avec la clientèle de 81 943 millions de F CFP au 30 juin 2004. Ce déficit est sensiblement supérieur à celui observé à fin juin 2003 (- 67 643 millions de F CFP).

Parallèlement à ce déficit, un très grand décalage entre les ressources et les emplois clientèle est observé en ce qui concerne les délais d'exigibilité. Les ressources clientèle sont essentiellement des dépôts à moins de trois mois (197 455 millions de F CFP, soit 87 % des ressources clientèle). A l'inverse, les emplois clientèle sont majoritairement des emplois à plus d'un an (215 431 millions de F CFP, soit 70 % des emplois clientèle).

### Les opérations interbancaires

Les ressources interbancaires des établissements de crédit locaux représentent un encours de 124 838 millions de F CFP. Ce sont majoritairement des ressources dont le terme est supérieur à douze mois (71 % des ressources). On recense effectivement 88 739 millions de F CFP de ressources à plus d'un an dont 35 226 millions de F CFP avec un terme supérieur à 5 ans. Parallèlement, les emplois sont à très court terme puisque l'encours au jour le jour est de 41 961 millions de F CFP pour un total d'emplois interbancaires de 82 292 millions de F CFP. Le solde des opérations interbancaires ressort positif à 42 546 millions de F CFP, en amélioration par rapport à fin juin 2003 (30 663 millions de F CFP).

Ce décalage au niveau des termes est à l'opposé de ce qui est observé pour les opérations avec la clientèle. L'équilibre entre les opérations interbancaires et les opérations avec la clientèle provient de l'excédent des capitaux permanents sur les valeurs immobilisées (41 322 millions de F CFP au 30 juin 2004 contre 38 690 millions de F CFP douze mois auparavant).

<sup>2</sup> Cette analyse de l'activité bancaire est faite selon une méthodologie purement comptable fondée sur l'examen des bilans agrégés des établissements de crédit. En conséquence, quelques écarts apparaissent par rapport aux données indiquées précédemment dans le bulletin notamment en ce qui concerne l'activité de crédit des établissements de crédit. L'ensemble des ces écarts générés par différence de méthodologie sont repris dans la ligne « Retraitements ».

TABLEAU IX  
Equilibre emplois-ressources en fonction de la durée

30 juin 2004	Total général	Sans terme	JJ	< 1 mois	< 3 mois	< 6 mois	< 12 mois	< 5 ans	> 5 ans
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Caisse (F CFP + Devises)	1 931	1 931	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales et OPT	9 029	-	9 029	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	28 238	-	28 238	-	-	-	-	-	-
Comptes et prêts à terme dont réseau	40 308	-	4 694	7 028	1 021	770	1 180	24 541	1 074
Val. reçues en pension à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
VNI, créances douteuses et créances rattachées	2 786	2 786	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total emplois</b>	<b>82 292</b>	<b>4 717</b>	<b>41 961</b>	<b>7 028</b>	<b>1 021</b>	<b>770</b>	<b>1 180</b>	<b>24 541</b>	<b>1 074</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Banques centrales et OPT	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires créditeurs	7 760	-	7 760	-	-	-	-	-	-
Comptes et emprunts à terme dont réseau	104 331	-	807	1 521	1 610	3 648	8 006	53 513	35 226
Val. données en pension à terme	11 235	-	-	11 235	-	-	-	-	-
Emprunts auprès de la clientèle financière	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sommes dues, dettes rattachées	1 512	1 512	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>124 838</b>	<b>1 512</b>	<b>8 567</b>	<b>12 756</b>	<b>1 610</b>	<b>3 648</b>	<b>8 006</b>	<b>53 513</b>	<b>35 226</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>									
<b>Cumul</b>	<b>42 546</b>	<b>- 3 205</b>	<b>- 33 394</b>	<b>5 728</b>	<b>589</b>	<b>2 878</b>	<b>6 826</b>	<b>28 972</b>	<b>34 152</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>									
<b>EMPLOIS</b>									
Comptes ordinaires débiteurs	22 397	-	22 397	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la clientèle	259 851	-	25	8 790	10 043	13 276	24 750	123 612	79 355
VNI, créances douteuses et créances rattachées	8 411	8 411	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés à terme	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et opérations assimilées	17 022	103	-	447	817	1 217	2 422	11 974	42
Location simple	779	46	-	44	49	59	132	449	-
<b>Total emplois</b>	<b>308 459</b>	<b>8 560</b>	<b>22 422</b>	<b>9 281</b>	<b>10 909</b>	<b>14 552</b>	<b>27 304</b>	<b>136 034</b>	<b>79 397</b>
<b>RESSOURCES</b>									
Comptes ordinaires créditeurs	97 126	35	97 091	-	-	-	-	-	-
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes sur livrets et divers	55 674	-	52 991	-	-	6	6	2 600	71
Comptes créditeurs à termes	69 690	-	-	30 972	15 872	9 902	4 262	8 418	264
Bons de caisse et bons d'épargne	928	-	-	451	78	201	182	16	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres sommes dues, dettes rattachées	3 098	3 098	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total ressources</b>	<b>226 516</b>	<b>3 133</b>	<b>150 082</b>	<b>31 423</b>	<b>15 950</b>	<b>10 109</b>	<b>4 450</b>	<b>11 034</b>	<b>335</b>
<b>RESSOURCES - EMPLOIS</b>									
<b>Cumul</b>	<b>- 81 943</b>	<b>- 5 426</b>	<b>127 660</b>	<b>22 142</b>	<b>5 041</b>	<b>- 4 443</b>	<b>- 22 854</b>	<b>-125 000</b>	<b>- 79 062</b>
Retraitements	1 925	-	-	-	-	-	-	-	-
Excédent cap.perm.sur Val. Imm.	41 322	-	-	-	-	-	-	-	-



## *II. Rappel des taux*

*1. Les taux administrés*

*2. Les taux de marché*

*3. Les taux de l'usure*

*4. Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit*

## 2. Rappel des taux

### 2.1 - TAUX ADMINISTRÉS

#### 2.1.1 TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 1996	Année 1997	Année 1998	Année 1999	Année 2000	Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004
6,65 %	3,87 %	3,36 %	3,47 %	2,74 %	4,26 %	4,26 %	3,29 %	<b>2,27*</b>

\* Ce taux est paru au JORF n° 39 du 15 février 2004 page 3116 mais n'était pas encore paru au JONC à la date de publication de ce bulletin.

#### 2.1.2 TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT

<i>Taux de refinancement</i>	4 <sup>ème</sup> Trim. 2003	1 <sup>er</sup> Trim. 2004	2 <sup>ème</sup> Trim. 2004	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004
Taux de la facilité de dépôt	1,00 % (1)	1,00 %	1,00 %	<b>1,00 %</b>
Taux de l'escompte de chèque	3,00 % (1)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>
Taux de la facilité de prêt marginal	3,00 % (1)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,75 %	1,50 % (2)	1,50 %	<b>1,50 %</b>
Taux de réescompte des PBL	3,00 % (3)	3,00 %	3,00 %	<b>3,00 %</b>

<i>Taux plafonds</i>	3 <sup>ème</sup> Trim. 2003	1 <sup>er</sup> Trim. 2004	2 <sup>ème</sup> Trim. 2004	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004
Prêts réescomptés aux entreprises	4,75 %	4,50 % (2)	4,50 %	<b>4,50 %</b>
Prêts bancaires au logement (PBL)	6,50 %-6,95 %	6,70 %-7,15 %	6,45 %-6,90 % (4)	<b>6,45 %-6,90 %</b>

(1) à compter du 10/06/2003

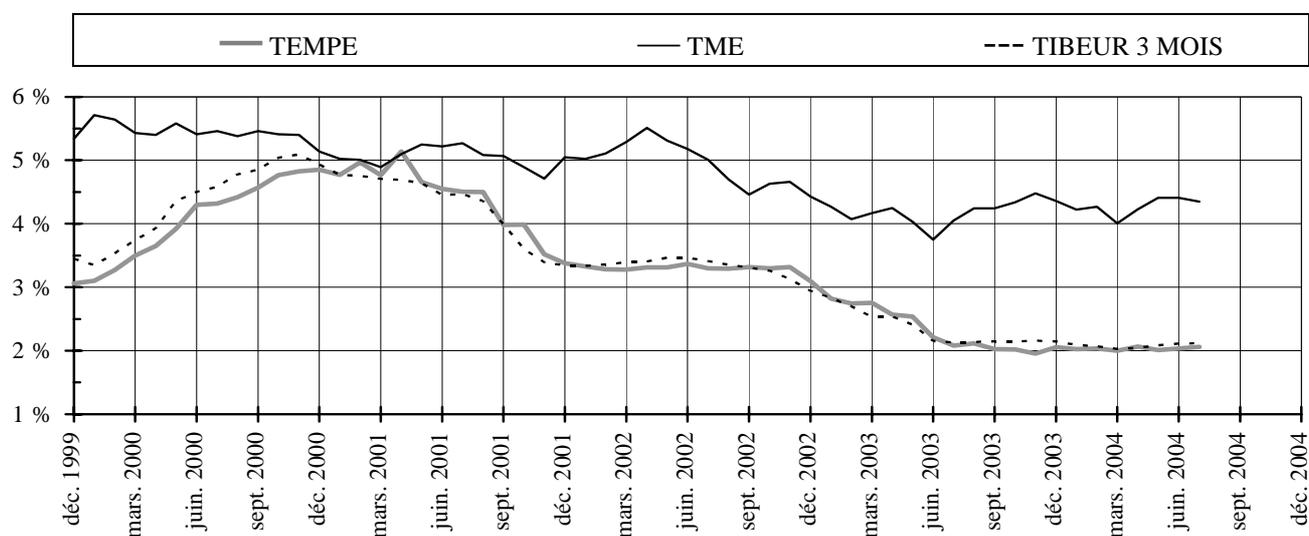
(3) à compter du 01/08/1996

(2) à compter du 01/01/2004

(4) à compter du 01/05/2004 (Taux SGFGAS)

### 2.2 - TAUX DU MARCHÉ

#### 2.2.1 TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE ET DU MARCHÉ OBLIGATAIRE (MOYENNE MENSUELLE)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

**2. Rappel des taux****2.2.2 TAUX DE BASE BANCAIRE**

	Av. 01	Juill. 01	Oct. 01	Jan. 02	Av. 03
France Métropolitaine (taux de base bancaire)	7,10%	7,10%	6,60%	6,60%	6,60%
Nouvelle-Calédonie (taux de référence moyen pondéré)	8,23%	8,22%	8,22%	8,21%	8,20%
Ecart (en points)	1,13	1,12	1,62	1,61	1,60

**2.3 - TAUX DE L'USURE****2.3.1 CRÉDITS AUX PARTICULIERS**

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2003	1 <sup>er</sup> Trim. 2004	2 <sup>ème</sup> Trim. 2004	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004
<b>Prêts immobiliers</b>				
- Prêts à taux fixe	6,88 %	6,77 %	6,83 %	<b>6,67 %</b>
- Prêts à taux variable	6,40 %	6,11 %	5,99 %	<b>5,88 %</b>
- Prêts à taux relais	7,12 %	7,04 %	7,07 %	<b>6,72 %</b>
<b>Autres prêts (1)</b>				
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP	21,25 %	20,85 %	20,96 %	<b>20,73 %</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP	16,84 %	16,52 %	16,57 %	<b>16,64 %</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	9,96 %	9,60 %	9,68 %	<b>9,07 %</b>

(1) Le décret n°2002-927 du 10 décembre 2002 a défini une nouvelle méthode pour le calcul du taux effectif global applicable aux crédits à la consommation. Cette évolution a été prise en compte à partir du 4ème trimestre 2002 pour les calculs des seuils de l'usure.

**2.3.2 CRÉDITS AUX ENTREPRISES**

Seuils de l'usure	4ème Trim. 2003	1 <sup>er</sup> Trim. 2004	2 <sup>ème</sup> Trim. 2004	3 <sup>ème</sup> Trim. 2004
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,72 %	8,33 %	8,52 %	<b>8,40 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	6,49 %	6,33 %	6,35 %	<b>6,00 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,79 %	6,48 %	6,57 %	<b>6,41 %</b>
- Découverts en compte (2)	11,19 %	10,85 %	11,05 %	<b>10,73 %</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	8,73 %	8,67 %	8,49 %	<b>7,73 %</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 2. Rappel des taux

### 2.4 - ENQUÊTES DE L'IEOM SUR LE COÛT DU CRÉDIT

*L'institut d'émission d'outre-mer ne procède qu'à deux enquêtes annuelles sur le coût du crédit (janvier/février et juillet/août), les données de la dernière enquête (janvier/février 2004) sont donc reprises ci-après.*

#### 2.4.1 LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux particuliers est effective en Nouvelle-Calédonie depuis le début de l'année 2002. Le dispositif de recensement s'est progressivement étendu à l'ensemble des établissements de crédit de la place<sup>3</sup>. La dernière enquête a été réalisée aux mois de janvier et février 2004 et a porté sur 4 091 crédits aux particuliers, pour un montant total de 7 493 millions de F CFP.

Le taux moyen des crédits aux particuliers ressort à 8,13 % sur l'enquête de janvier et février 2004 contre 8,61 % sur l'enquête de juillet/août 2003, soit un recul du taux moyen global de 0,48 point.

Le taux moyen des prêts immobiliers s'affiche en recul de 0,20 point sur la période à 5,36 %. Les prêts immobiliers sont quasi-exclusivement accordés à taux fixes et représentent, en volume, près de la moitié de l'encours global recensé pour chaque enquête.

Le taux moyen des découverts fléchit également, il ressort à 8,81 %, soit -0,28 point par rapport à l'enquête précédente (juillet/août 2003). L'octroi de découverts représente, en nombre de crédits distribués, près de la moitié de l'activité de crédit des établissements de la place avec les particuliers.

#### 2.4.2 LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

Les résultats des enquêtes semestrielles réalisées par l'Institut d'émission d'outre-mer font apparaître, en règle générale, une évolution des taux similaire à celle observée en Métropole, avec cependant un décalage dans le temps plus ou moins long. Toutefois, la charge d'intérêt supportée par les entreprises calédoniennes est généralement supérieure à celle appliquée aux entreprises métropolitaines s'agissant en particulier des crédits à moyen et long terme du fait notamment de la faible taille des entreprises locales et des risques spécifiques qu'elles peuvent présenter.

Au cours des mois de janvier et février 2004, l'ensemble des cinq banques FBF de la place a distribué 1 677 crédits aux entreprises pour un montant total de 13 750 millions de F CFP. Le montant moyen des crédits aux entreprises ressort à 8,2 millions de F CFP, en augmentation par rapport à l'enquête de juillet/août 2003 où il s'établissait à 7,0 millions de F CFP.

Le taux moyen global (non pondéré) des crédits aux entreprises s'affiche à 6,86 % sur l'enquête de janvier et février 2004 contre 7,23 % lors de l'enquête précédente. Cette orientation à la baisse concerne toutes les catégories de crédit. Le taux moyen de la facilité d'escompte se contracte de 0,42 point, tandis que les crédits à moyen et long termes enregistrent une diminution de leur taux moyen de 0,30 point. Dans le même temps, le taux moyen des découverts a diminué de 0,64 point.

<sup>3</sup> Banques FBF et Sociétés financières.

## 2. Rappel des taux

### Evolution des taux moyens du crédit aux particuliers (1)

	janvier / février 2003	juillet / août 2003	janvier / février 2004	Variations en points	
	m-12	m-6	m	m / m-12	m / m-6
Prêts immobiliers.....	6,24%	5,56%	5,36%	-0,87 pt	-0,20 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	13,29%	14,65%	13,07%	-0,21 pt	-1,58 pt
Découverts.....	9,51%	9,09%	8,81%	-0,71 pt	-0,28 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	8,63%	7,73%	7,32%	-1,31 pt	-0,41 pt
<b>Taux moyen global.....</b>	<b>9,13%</b>	<b>8,61%</b>	<b>8,13%</b>	<b>-1,00 pt</b>	<b>-0,48 pt</b>

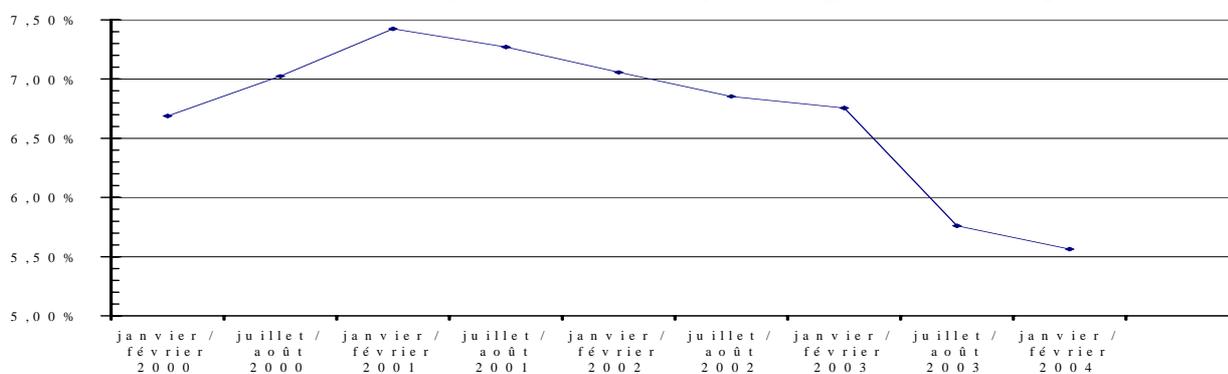
(1) sur la base de moyennes arithmétiques simples

### Evolution des taux moyens du crédit aux entreprises (1)

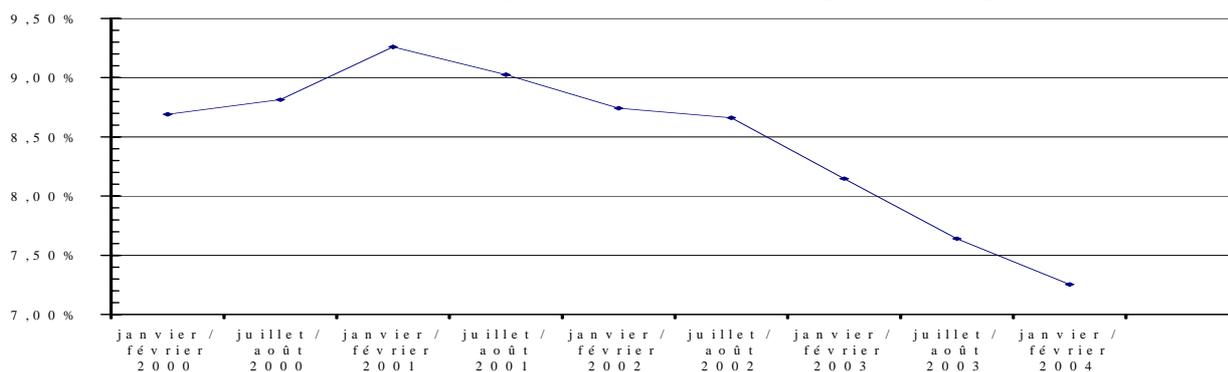
	janvier / février 2003	juillet / août 2003	janvier / février 2004	Variations en points	
	m-12	m-6	m	m / m-12	m / m-6
Escompte.....	8,15%	7,64%	7,23%	-0,92 pt	-0,42 pt
Découverts.....	8,03%	8,13%	7,49%	-0,54 pt	-0,64 pt
Autres crédits à court terme.....	7,02%	6,61%	6,58%	-0,44 pt	-0,03 pt
<b>Total court terme.....</b>	<b>8,03%</b>	<b>7,86%</b>	<b>7,28%</b>	<b>-0,75 pt</b>	<b>-0,59 pt</b>
Moyen et long termes.....	6,76%	5,76%	5,46%	-1,30 pt	-0,30 pt
<b>Global.....</b>	<b>7,64%</b>	<b>7,23%</b>	<b>6,86%</b>	<b>-0,78 pt</b>	<b>-0,37 pt</b>

(1) sur la base de moyennes arithmétiques simples

### Evolution du taux moyen des crédits à moyen et long terme des entreprises



### Evolution du taux moyen de la facilité d'escompte des entreprises





### *III. Les autres activités de l'IEOM*

- 1. L'émission de la monnaie fiduciaire*
- 2. Les systèmes d'échange*
- 3. Le refinancement*
- 4. La gestion des fichiers réglementaires*

## Les autres activités de l'IEOM

### 3.1 - L'EMISSION DE LA MONNAIE FIDUCIAIRE

Banque centrale de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie Française, l'Institut d'émission d'outre-mer dispose du privilège de l'émission monétaire depuis le 1er avril 1967. Il émet ses propres billets et pièces, libellés en franc CFP (F CFP), monnaie ayant cours légal. La parité du franc CFP exprimée en euro est fixée à 8,38 euros pour 1000 francs CFP depuis le 1er janvier 1999.

L'Institut d'émission d'outre-mer met en circulation des billets d'une valeur faciale de 10 000 F CFP, 5 000 F CFP, 1 000 F CFP et 500 F CFP et des pièces d'une valeur faciale de 100 F CFP, 50 F CFP, 20 F CFP, 10 F CFP, 5 F CFP, 2 F CFP et 1 F CFP.

#### 3.1.1 L'émission de billets CFP

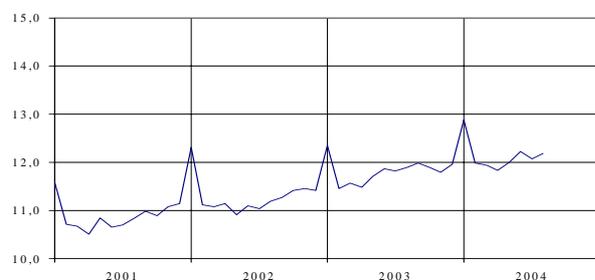
A fin juin 2004, l'émission nette cumulée de billets en F CFP s'élève à 3,4 millions de billets pour une valeur totale de 12,1 milliards de F CFP, toutes coupures confondues, soit une hausse respective de 0,9 % et de 2,1 % par rapport à la même date l'année précédente.

Les principales évolutions par rapport à fin juin 2003 en nombre d'unités émises concernent les billets de 500 F CFP qui progressent de 6,1 % et les billets de 10 000 F CFP qui augmentent de 3,0 %.

Les coupures de 5 000 F CFP et de 1 000 F CFP sont les plus utilisées ; les billets de 5 000 F CFP représentent ainsi 30,6 % du total des billets émis, devant ceux de 1 000 F CFP qui représentent 29,2 % du total.

#### Emissions nettes de billets en valeur

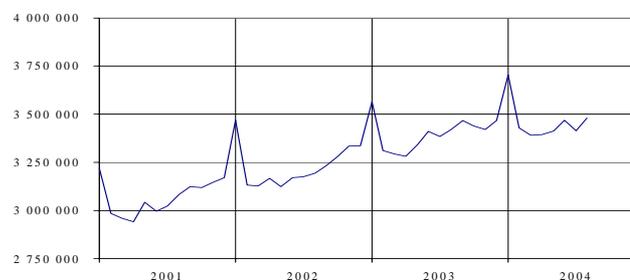
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

#### Emissions nettes de billets en unités

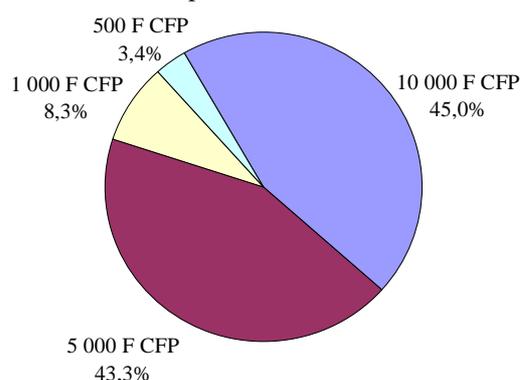
(en unités)



Source : IEOM

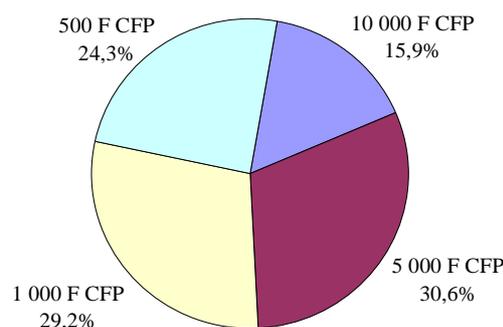
#### Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de billets CFP à fin juin 2004

##### Répartition en valeur



Source : IEOM

##### Répartition par quantité



Source : IEOM

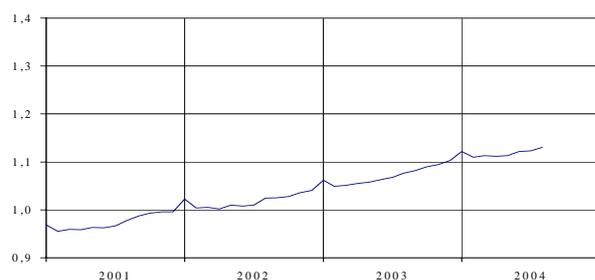
### 3.1.2 L'émission de pièces CFP

A fin juin 2004, l'émission nette cumulée de pièces en F CFP s'affiche en hausse de 5,3 % sur l'année à 87,0 millions de pièces pour un montant total en hausse de 5,2 % à 1,1 milliard de F CFP.

Les principales évolutions par rapport à fin juin 2003 en nombre de monnaies émises concernent les pièces de 2 F CFP qui progressent de 6,8 % et les pièces de 5 F CFP et 100 F CFP qui augmentent respectivement de 5,9 % et de 5,6 %.

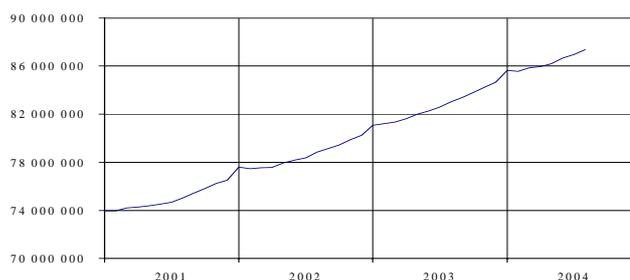
Les « petites pièces » (1F CFP, 2 F CFP, 5 F CFP) représentent 71,1 % du nombre de pièces en circulation, mais seulement 11,3 % en valeur.

**Emissions nettes de pièces en valeur**  
(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

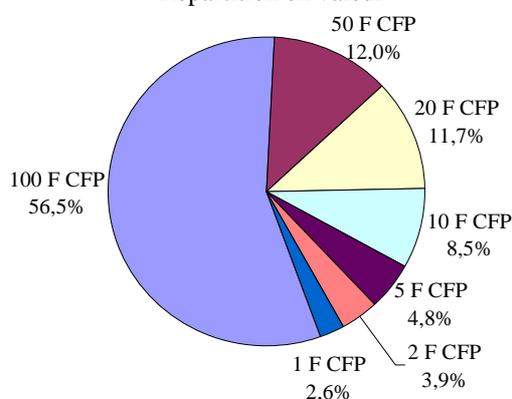
**Emissions nettes de pièces en unités**  
(en unités)



Source : IEOM

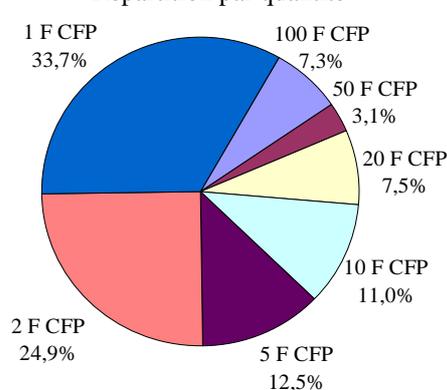
#### Répartition par coupure en valeur et en volume de l'émission nette cumulée de pièces CFP à fin décembre 2003

Répartition en valeur



Source : IEOM

Répartition par quantité



Source : IEOM

## Les autres activités de l'IEOM

### 3.2 - LES SYSTEMES D'ECHANGE

La **chambre de compensation** de Nouvelle-Calédonie, gérée par l'Institut d'émission d'outre-mer, assure le règlement des échanges interbancaires de valeurs (chèques, virements, effets de commerce...). Le solde résultant de la compensation quotidienne est inscrit au compte de chaque participant tenu par l'IEOM.

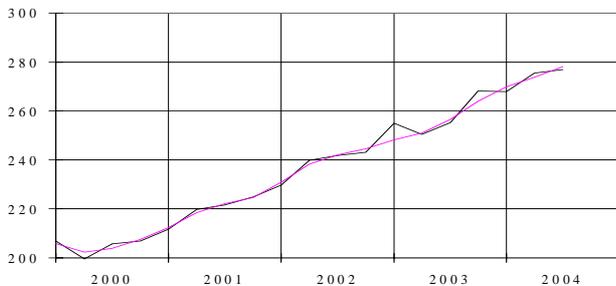
Au cours du premier semestre de l'année 2004, l'ensemble des **valeurs compensées** en Nouvelle-Calédonie a représenté **8,1 millions d'opérations** (chèques, effets et virements) pour un montant total de **542,7 milliards de F CFP**. Comparé au volume des opérations effectuées sur le semestre trimestre 2003 (7,9 millions d'opérations), l'activité de la chambre de compensation a augmenté de 3,1 %. En valeur, le montant total des transactions traitées a progressé de 9,4 % par rapport au premier semestre de l'année précédente (496,2 milliards de F CFP).

#### Compensation des échanges de valeurs

(en milliards de F CFP)

données brutes CVS —

tendance —

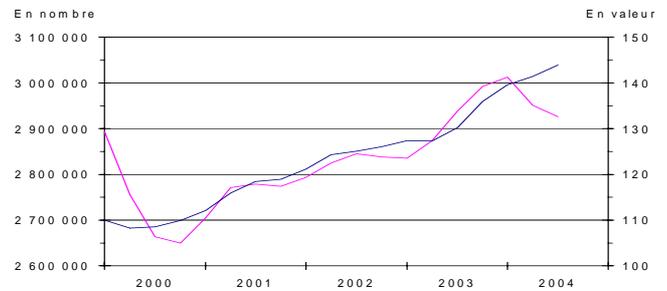


Source : IEOM

#### Compensation des chèques

Tendance en milliards de F CFP —

Tendance en nombre —

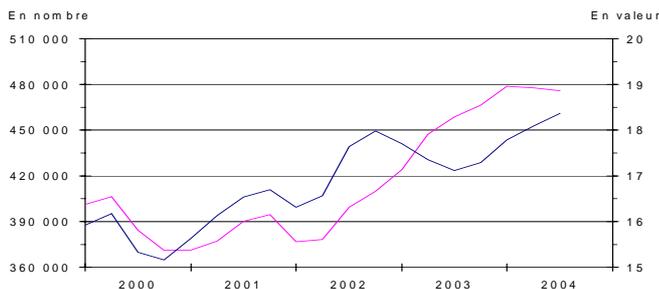


Source : IEOM

#### Compensation des effets, avis de prélèvement et titres interbancaires

Tendance en milliards de F CFP —

Tendance en nombre —

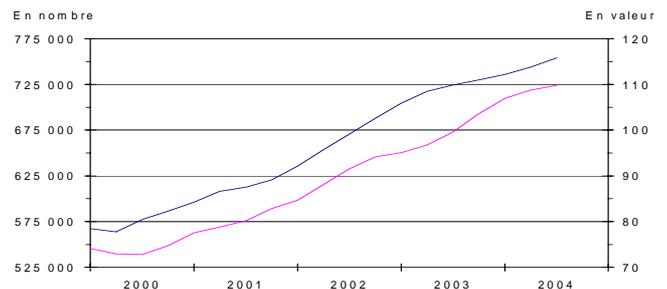


Source : IEOM

#### Compensation des virements

Tendance en milliards de F CFP —

Tendance en nombre —



Source : IEOM

**3.3 - LE REFINANCEMENT**

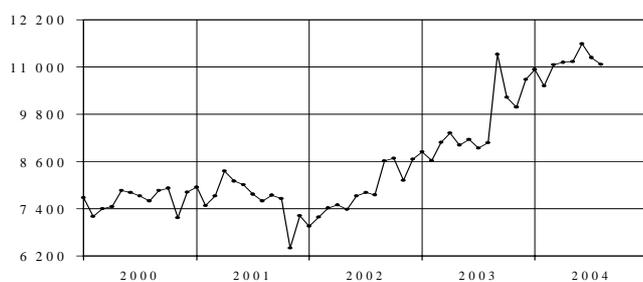
L'IEOM assure le **refinancement des crédits** à court terme (< 1 an) destinés à couvrir les besoins de trésorerie des entreprises et celui des crédits à moyen terme permettant l'acquisition d'outils de production. Le dispositif de réescompte est accessible aux entreprises connues de l'IEOM dont la situation financière est saine et équilibrée.

Le nombre **d'entreprises bénéficiant d'une cotation valide** par l'Institut d'émission d'outre-mer en Nouvelle-Calédonie s'établissait à **7 602** au 30 juin 2004. Sur ce total, **2 546** entreprises étaient, compte tenu de leur secteur d'activité et de leur cotation, **éligibles aux différents modes d'intervention** de l'IEOM. Au 30 juin 2003, 6 429 entreprises étaient cotées par l'Institut d'émission dont 2 226 étaient éligibles au refinancement.

Au **30 juin 2004**, les **crédits mobilisés** auprès de l'IEOM s'élevaient à **11 236 millions de F CFP** contre **8 936 millions de F CFP à fin juin 2003**, soit une augmentation de 25,7 % du montant des crédits mobilisés. Les crédits aux particuliers (prêts bancaires au logement et crédits destinés aux économies d'énergie) représentent 1 120 millions de F CFP du portefeuille, soit une diminution de 29,7 % sur un an (1 594 millions de F CFP au 30 juin 2003). Quant aux crédits aux entreprises, ils progressent de 37,8 % sur l'année (10 116 millions de F CFP au 30 juin 2004 contre 7 342 millions de F CFP à fin juin 2003).

**Mobilisation des crédits**

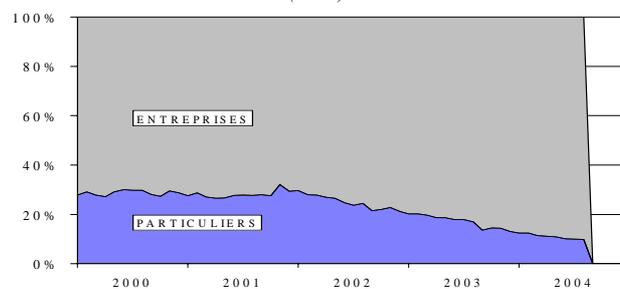
Montant global du portefeuille en fin de mois  
(en millions de F CFP)



Source : IEOM

**Mobilisation des crédits**

Répartition du portefeuille en fin de mois par agent économique  
(en %)



Source : IEOM

### 3.4 - LA GESTION DES FICHIERS REGLEMENTAIRES

#### 3.4.1 LE FICHIER CENTRAL DES CHÈQUES (FCC)

Le Fichier Central des Chèques recense toutes les personnes frappées d'une interdiction d'émettre des chèques que cette interdiction soit bancaire ou judiciaire ainsi que les personnes ayant fait un usage abusif de leur carte bancaire. Les premiers sont fichés jusqu'à la régularisation de leur situation et, à défaut, pendant cinq ans. Les seconds sont fichés pendant deux ans, même s'ils ont entre-temps régularisé leur situation.

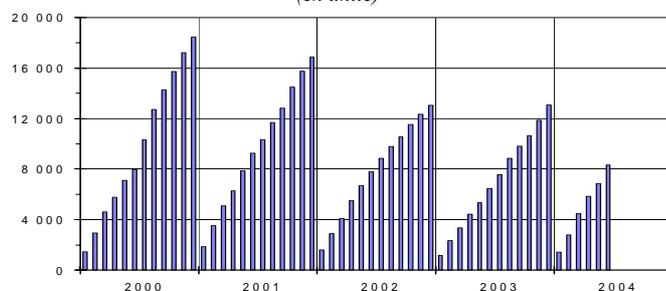
Le Fichier Central des Chèques a enregistré 8 340 d'incidents de paiement sur chèques pour le premier semestre 2004, ce qui correspond à une hausse de 29,9 % du nombre d'incidents constaté par rapport au premier semestre 2003 (6 452 incidents). Le taux de risque sur paiement sur chèques s'établit à 1,45 pour mille pour le premier semestre 2004, en augmentation par rapport à celui constaté à fin juin l'année précédente (1,14 ‰).

Au 30 juin 2004, le territoire comptait 4 743 personnes physiques en interdit bancaire soit une hausse limitée de 0,6 % par rapport au 30 juin de l'année précédente (4 713 personnes interdites bancaires).

Au cours du premier semestre 2004, 686 cartes bancaires ont été retirées contre 605 sur les six premiers mois de l'année 2003. Le nombre cumulé de retraits de cartes bancaires progresse donc de 13,4 % par rapport à la même date l'année dernière. Le taux de retrait sur cartes bancaires (cumul infra-annuel du nombre de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs à chaque fin de trimestre) s'établit à 1,12 % pour les six premiers mois de l'année en cours contre 1,07 % à la même période l'année précédente.

##### *Incidents de paiement sur chèques*

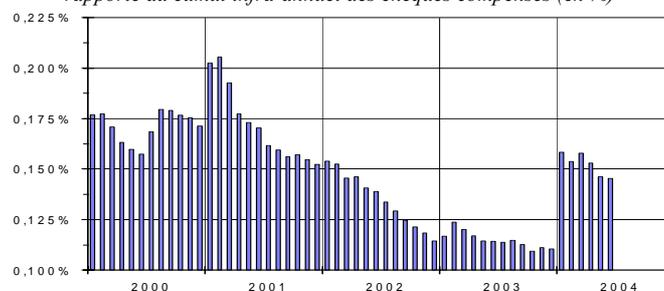
*Cumul infra-annuel du nombre d'incidents  
(en unité)*



Source : IEOM

##### *Taux de risque sur paiement sur chèques*

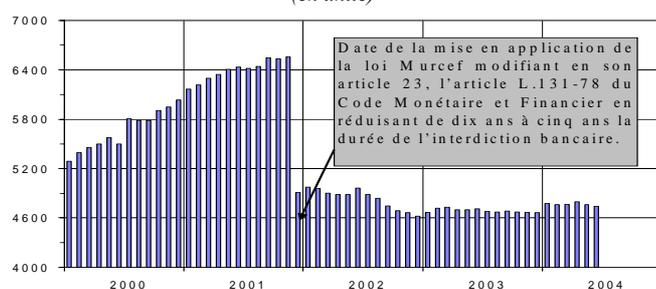
*Cumul infra-annuel du nombre d'incidents  
rapporté au cumul infra-annuel des chèques compensés (en %)*



Source : IEOM

##### *Personnes physiques interdites bancaires*

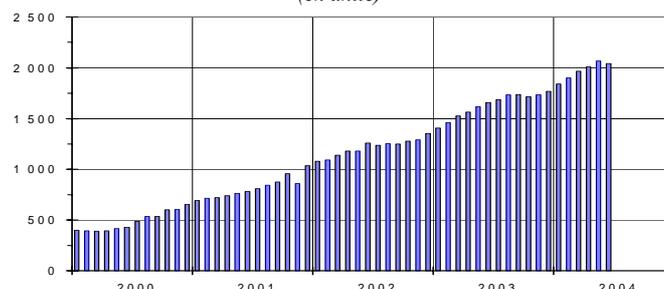
*Stock fin de mois  
(en unité)*



Source : IEOM

##### *Stock de retraits sur cartes bancaires*

*Stock fin de mois  
(en unité)*



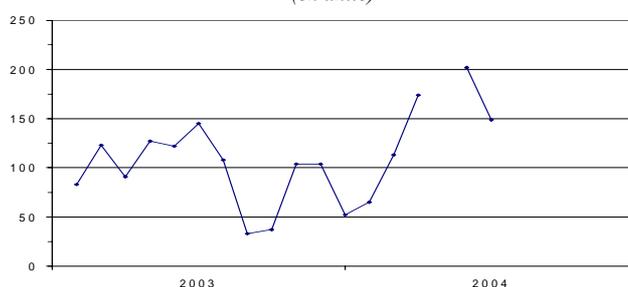
Source : IEOM

**3.4.2 LE FICHIER DES INCIDENTS DE PAIEMENT SUR EFFETS (FIPE)**

Le Fichier des Incidents de Paiement sur Effets, qui centralise les incidents de paiement concernant les instruments autres que le chèque, a enregistré 703 d'incidents depuis le début de l'année. Au 30 juin de l'année dernière, le FIPE comptabilisait 691 incidents. Le Fichier des Incidents de Paiement sur Effets enregistre ainsi une hausse de 1,7 % de son volume d'activité.

**Incidents de paiement sur effets**

Nombre d'incidents par mois  
(en unité)



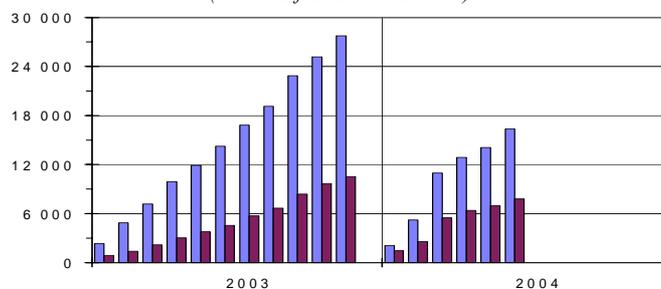
Source : IEOM

**3.4.3 LE FICHIER DES COMPTES D'OUTRE-MER (FICOM)**

Le Fichier des Comptes bancaires d'Outre-Mer, qui recense les comptes tirés de chèques ou d'autres moyens de paiement, a enregistré 16 358 ouvertures de comptes au cours du premier semestre 2004 pour 7 804 clôtures, soit une augmentation nette de 8 554 comptes. A fin juin 2003, FICOM recensait 14 201 ouvertures de comptes pour 5 561 fermetures, ce représentait une augmentation nette de 9 460 comptes.

**Ouvertures et fermetures de comptes**

■ Ouvertures ■ Fermetures  
(Cumul infra-annuel en unité)



Source : IEOM

## Les autres activités de l'IEOM

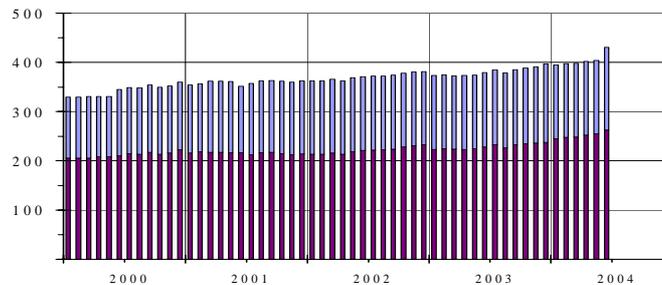
### 3.4.4 LE SERVICE CENTRAL DES RISQUES (SCR)

Le montant des encours bancaires et sociaux déclarés selon les nouvelles normes déclaratives « SCR2 » auprès de l'agence IEOM de Nouméa au titre de la centralisation des risques du mois de juin 2004 s'établit à 430,7 milliards de XPF, dont 168,0 milliards de F CFP en faveur des particuliers. L'encours global a ainsi progressé de 13,8 % en douze mois tandis que celui des particuliers a augmenté de 11,4 %.

Les banques FBF de la place détiennent 81 % de l'encours global. Ce dernier est constitué à hauteur de 66 % par des crédits à terme. Les crédits déclassés en douteux ne représentent que 3 % des octrois.

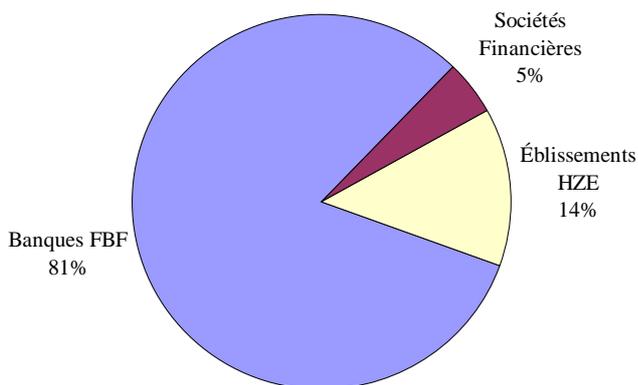
#### Encours du SCR

■ Ménages ■ Autres agents financiers  
(Encours fin de mois en milliards de F CFP)



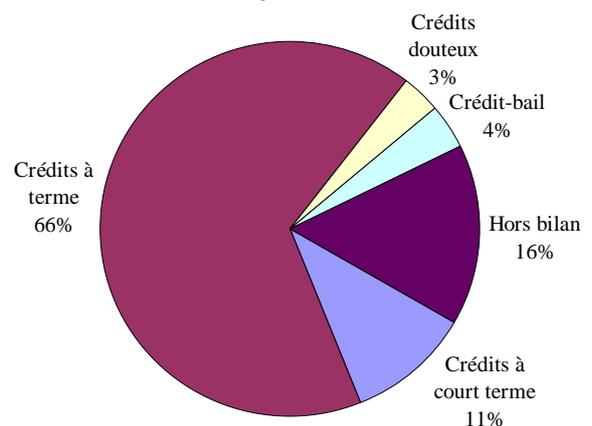
Source : IEOM

#### Répartition de l'encours du SCR par catégorie d'établissements au 30 juin 2004



Source : IEOM

#### Répartition de l'encours du SCR par nature de crédit au 30 juin 2004



Source : IEOM



*Annexe*

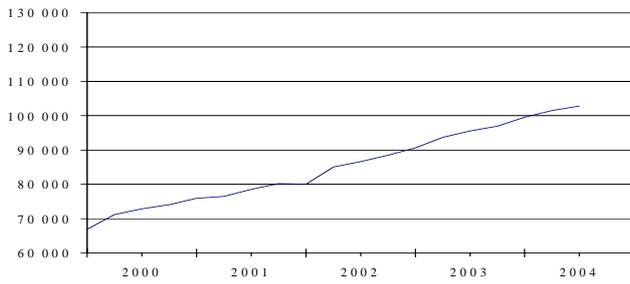
**Les principaux chiffres de la monétique**

# 1. - LES PRINCIPAUX CHIFFRES DE LA MONÉTIQUE

## STATISTIQUES MONÉTIQUES *juin 2004*

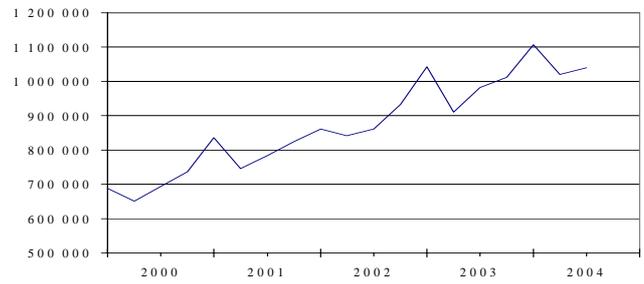
	juin	juin	<i>Variations</i>		1er Semestre	1er Semestre	<i>Variations</i>	
	2003	2004	<i>Montant</i>	<i>%</i>	2003	2004	<i>Montant</i>	<i>%</i>
	(1)	(2)	(2)-(1)	(2)/(1)	(3)	(4)	(4)-(3)	(4)/(3)
<b>Nombre de porteurs.....</b>	<b>95 562</b>	<b>102 860</b>	<b>7 298</b>	<b>7,6</b>	<b>95 562</b>	<b>102 860</b>	<b>7 298</b>	<b>7,6</b>
• Cartes bleue.....	56 280	61 103	4 823	8,6	56 280	61 103	4 823	8,6
• Cartes Jade .....	21 298	22 160	862	4,0	21 298	22 160	862	4,0
• Cartes privatives.....	17 984	19 597	1 613	9,0	17 984	19 597	1 613	9,0
<b>Nombre de terminaux.....</b>	<b>2 095</b>	<b>2 120</b>	<b>25</b>	<b>1,2</b>	<b>2 095</b>	<b>2 120</b>	<b>25</b>	<b>1,2</b>
• Terminal de paiement électronique.....	1 907	1 937	30	1,6	1 907	1 937	30	1,6
• Terminal de paiement mécanique.....	188	183	-5	-2,7	188	183	-5	-2,7
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...).</b>	<b>93</b>	<b>99</b>	<b>6</b>	<b>6,5</b>	<b>93</b>	<b>99</b>	<b>6</b>	<b>6,5</b>
<b>Terminal de paiement électronique</b>								
• Nombre de transactions.....	974 044	1 035 379	61 335	6,3	1 879 915	2 047 225	167 310	8,9
• Montant (milliers de XPF).....	8 624 827	9 133 243	508 416	5,9	16 614 795	18 025 488	1 410 693	8,5
• Moyenne par transaction (en XPF).....	8 855	8 821	-34	-0,4	8 838	8 805	-33	-0,4
<b>Terminal de paiement mécanique</b>								
• Nombre de transactions.....	8 276	4 247	-4 029	-48,7	13 004	13 069	65	0,5
• Montant (milliers de XPF).....	126 164	107 359	-18 805	-14,9	238 690	272 423	33 733	14,1
• Moyenne par transaction (en XPF).....	15 245	25 279	10 034	65,8	18 355	20 845	2 490	13,6
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>								
• Nombre de retraits.....	729 011	798 341	69 330	9,5	1 395 052	1 555 076	160 024	11,5
• Montant (milliers de XPF).....	6 325 672	6 927 213	601 541	9,5	12 313 635	13 560 940	1 247 305	10,1
• Moyenne par retrait (en XPF).....	8 677	8 677	-	-	8 827	8 720	-107	-1,2

**Nombre de porteurs**  
(en unité)



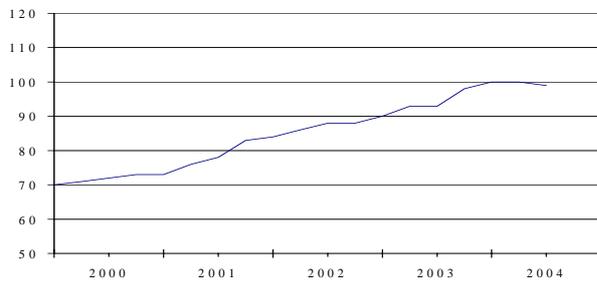
Source : IEOM

**Nombre de transactions sur terminaux de paiement**  
(en unité)



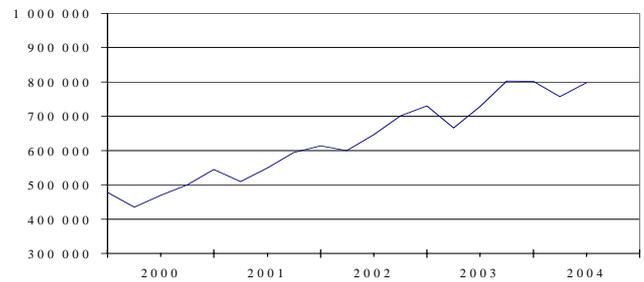
Source : IEOM

**Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)**  
(en unité)



Source : IEOM

**Nombre de retraits sur automates bancaires**  
(en unité)



Source : IEOM



Directeur de la publication : Th. CORNAILLE  
Responsable de la rédaction : E. BAULARD  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achévé d'imprimer le 23 septembre 2004  
Dépôt légal : 2004 n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**

AGENCE DE NOUVELLE-CALÉDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
e-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)